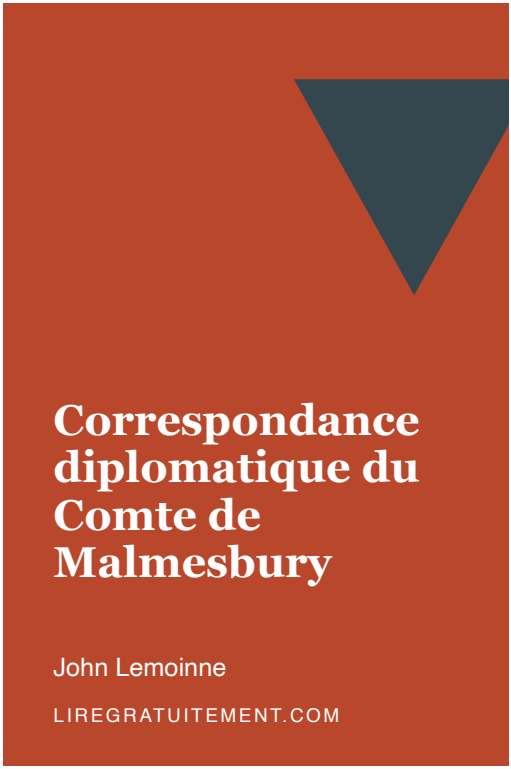


Correspondance diplomatique du Comte de Malmesbury

John Lemoinne

LU AVEC LIREGRATUITEMENT.COM

Livre libre de droits, lisible gratuitement en ligne et en quinze minutes par jour.

01

CORRESPONDANCE DIPLOMATIQUE

DU

COMTE DE MALMESBURY.

Diaries and Correspondence of James Harris, first earl of Malmesbury.

James Harris, vicomte Fitz-Harris, premier comte de Malmesbury, était né à Salisbury le 11 avril 1746. Après avoir quitté l'université d'Oxford, il alla étudier à celle de Leyde, fit un premier voyage à Berlin et en Pologne, fut nommé en 1767 secrétaire d'ambassade à Madrid, en 1771, à l'âge de vingt-quatre ans, ministre à Berlin, resta quatre années à la cour de Frédéric, et passa ensuite, en 1777, comme ministre plénipotentiaire, à la cour de Russie, près de l'impératrice Catherine. Il quitta ce poste important en 1782, fut nommé ministre à La Haye, et retourna, en 1793, en Allemagne, où il négocia le mariage du prince de Galles avec la princesse Caroline de Brunswick, si fameuse depuis par ses aventures et son procès. En 1796 et 97, il fut chargé de négocier avec la république française à Paris et à Lille, mais en 1800 il fut atteint de la surdité à un tel point, qu'il se vit forcé de refuser toute fonction publique. Il continua à vivre dans le commerce des hommes politiques et des hommes de lettres les plus éminens de son temps. Whig de principes, étroitement lié avec M. Fox, il suivit néanmoins le parti de M. Burke lors de la séparation célèbre

de 1793. Il mourut à l'âge de soixante-quinze ans, le 20 novembre 1820. Comme on peut le voir par ce simple aperçu, lord Malmesbury fut mêlé activement, pendant plus de trente ans, aux plus grands évènemens de la fin du XVIII siècle et du commencement du XIX ; il vit de près Frédéric-le-Grand et Catherine-la-Grande, et assista à l'élévation et à la chute de Napoléon-le-Grand.

Les mémoires publiés par les soins de son petit-fils, le comte de Malmesbury actuel, se composent de sa correspondance diplomatique et du journal de sa vie. Nous connaissons peu de livres contemporains aussi riches en matériaux pour l'histoire secrète des cours dans les gouvernemens absolus, et des partis dans les gouvernemens libres. Le journal et la correspondance de M. Harris pendant son séjour à Berlin et à Saint-Pétersbourg ressemblent souvent aux mémoires de Tallemant des Réaux. On ne peut parcourir cette chronique scandaleuse sans se dire que notre temps vaut, après tout, infiniment mieux que celui qui l'a précédé, et que chez les souverains, comme chez les hommes mêlés aux affaires publiques, il y a sans contredit un plus grand respect de soi-même et d'autrui, une plus grande déférence pour les lois de la morale comme pour le contrôle de l'opinion, en un mot un sentiment plus profond, plus sincère de la dignité humaine.

Le premier spectacle qui s'offrit à M. Harris, à son entrée dans la vie publique, fut celui de l'agonie de la Pologne. Il arriva à Varsovie pour assister à l'ensevelissement de cette nationalité qui, selon le paragraphe annuel de nos adresses, ne doit point périr. L'impératrice Catherine avait donné la couronne de Pologne à un de ses anciens amans, Stanislas Poniatowski, mais elle avait envoyé avec lui un ambassadeur chargé de régner à sa place. La diète siégeait environnée d'un cordon de troupes russes, et qui-

conque ne parlait pas selon le bon plaisir de Catherine était saisi et transporté en Sibérie. Pendant les séances, l'ambassadeur russe se tenait dans une chambre qui avait une fenêtre sur la salle, et de temps en temps lui et ses généraux y passaient la tête pour rappeler à l'ordre les récalcitrans. Bien peu osaient braver la colère impériale ; les deux évêques de Kiovi et de Cracovie, qui eurent un jour ce courage, disparurent pendant la nuit. La cour de Rome encourageait seule la résistance et fulminait des brefs ; mais les Polonais disaient : Le pape est fou ; que veut-il que nous fassions avec un morceau de papier contre 30,000 hérétiques bien armés ?

L'ambassadeur russe, le prince Repnin, ne traitait guère mieux le roi que ses sujets. C'est pitié que de voir l'abaissement de cette royauté. Stanislas était une moitié de philosophe égarée sur un trône ; il avait du sens, de la littérature et de bonnes intentions, mais il était pusillanime et incapable ; il sentait le caractère humiliant de son rôle, mais il n'avait la force ni de le relever, ni même de l'abandonner. « Je ne sens que trop, disait-il en français à M. Harris, les épines dont une couronne est semée. Je l'aurais déjà envoyée à tous les cinquante mille diables, si je n'avais pas honte d'abandonner mon poste. Croyez-moi, ne courez jamais après les grands emplois, il n'en résulte que des amertumes… J'osai prétendre à une couronne, j'ai réussi, et je suis malheureux. » Cet impuissant Dioclétien, auquel il n'était pas même permis de se réfugier dans un petit jardin, écrivait à un de ses amis d'Angleterre : « Si jamais on vous offre la couronne de Pologne, je ne vous conseille pas de l'accepter, pour peu que vous aimiez votre repos. » D'autres fois cependant, ce malheureux prince montrait des sentimens d'une véritable noblesse, et il les exprimait dans un langage qui ne manquait pas d'éloquence.

C'est ainsi qu'il écrivait à sir Joseph Yorke, ambassadeur d'Angleterre à La Haye : « Le sort se lassera, à la fin, de se jouer de moi, et Dieu, qui ne fait rien en vain, ne m'a pas fait roi d'une façon si peu ordinaire, et ne m'a pas donné cet opiniâtre désir de faire le bien de ma nation, pour que tout cela soit perdu pour elle. Peut-être cette nation doit-elle apprendre à vaincre les préjugés par les malheurs même qu'elle s'attire, plus vite que mes sermons n'auraient fait dans une suite de temps plus paisibles. Peut-être aussi dois-je devenir la victime de sa folie, afin qu'un grand exemple et une grande révolution servent à ceux qui viendront après moi. Eh bien ! si je me trouve être ce malheureux chaînon de la grande chaîne des évènemens sur lequel est écrit sacrifice, il faudra que je remplisse ma destinée. »

Quand M. Harris, devenu, en 1772, ministre à Berlin, annonça à sa cour que la Prusse, l'Autriche et la Russie avaient conclu un traité pour le partage d'un tiers de la Pologne, le gouvernement anglais ne voulut pas d'abord le croire. Il ne fut persuadé que lorsque la nouvelle devint publique, et que les troupes des trois puissances commencèrent l'occupation. On est émerveillé, en lisant les dépêches de M. Harris, de l'indifférence avec laquelle l'Angleterre envisagea alors cette usurpation. Lord Suffolk, ministre des affaires étrangères, l'appelait simplement une affaire curieuse (curious transaction). Il est vrai que l'Angleterre était alors tout entière occupée par l'insurrection de ses colonies d'Amérique, tandis que la France, après la chute de M. de Choiseul, était tombée dans la caducité de Louis XV. Les trois puissances spoliatrices purent donc accomplir leur œuvre sans obstacles. Ce fut une véritable curée. L'avidité avec laquelle le roi Frédéric, en particulier, se jeta sur sa proie, a quelque chose de révoltant.

Bien que le caractère de ce prince philosophe, de cet ami de Voltaire, soit déjà suffisamment connu, les lettres de M. Harris fournissent cependant encore à ce sujet des traits curieux. Frédéric offrait les contradictions les plus étranges, quelquefois jetant l'argent par les fenêtres, mais plus régulièrement d'une avarice sordide. Aussi, lorsqu'il donnait des fêtes, il réglait tout lui-même, jusqu'au nombre des bougies. À une de ces fêtes à laquelle assistait le ministre anglais, tous les appartemens, sauf la salle du souper, étaient éclairés avec une seule bougie. Le souper était mauvais, les vins étaient frelatés. Après la danse, M. Harris demandait du vin et de l'eau ; on lui dit : Il n'y a plus de vin, mais on peut vous donner du thé. Le roi dirigeait lui-même l'éclairage dans la salle de bal, et, pendant cette opération, la reine, la famille royale et tout le monde attendaient sans lumière, le roi n'ayant pas voulu qu'on allumât d'avance. Étant à Potsdam, il eut à traiter à Berlin la landgrave de Hesse-Cassel et la princesse de Wurtemberg. Il écrivit à son contrôleur de la bouche une lettre dans laquelle, après avoir fait une sortie contre la filouterie des domestiques en général, il faisait un menu très détaillé des dîners, fixant la qualité et le nombre des plats, et toujours celui des bougies, qui paraissaient le préoccuper beaucoup. Un jour qu'il faisait venir une douzaine de bouteilles de vin de Bordeaux, il disait : « Il faut que j'écorche un paysan saxon pour me rembourser. » Heureux temps ! Il disait aussi à son ministre en Danemark, qui demandait des frais de représentation : « Vous êtes un prodigue ; sachez qu'il est beaucoup plus sain d'aller à pied qu'en voiture, et que, pour manger, la table d'autrui est toujours la meilleure. »

En revanche, ce grand guerrier jouait parfaitement de la flûte, et il attachait à ses talens d'artiste un excessif amour-propre. Il

n'invitait presque personne à ses concerts, et, quand il devait jouer un nouveau morceau, il s'enfermait des heures entières dans son cabinet pour répéter ; et même alors, quand il commençait, Frédéric, hélas ! le grand Frédéric, le premier capitaine de son siècle, tremblait comme une débutante. Il paraît qu'il avait une belle collection de flûtes ; il avait créé un conservateur pour les tenir en ordre. Il n'avait qu'un seul faiseur, et payait chaque flûte cent ducats. Il fallait qu'il fût bien malade un jour qu'il en cassa une sur le dos d'un hussard. « Dans sa dernière guerre, dit M. Harris, quand il donna de la fausse monnaie à tout le monde, il prit soin que son fabricant de flûtes fût payé en bon argent, de crainte qu'autrement il ne lui donnât de mauvais instrumens. » Un chanteur ayant dit un jour que le roi entendait mieux la guerre que la musique, sa majesté l'envoya au corps de garde, à la discrétion de ses soldats. Ceux-ci mirent à l'infortuné chanteur un uniforme et des moustaches, et lui firent faire l'exercice pendant deux heures à coups de canne ; après quoi, ils le firent danser et chanter pendant deux heures encore, et finirent par lui faire tirer une quantité considérable de sang par le chirurgien. Ils le renvoyèrent chez lui dans cet état.

Une autre des manies du grand Frédéric, c'étaient les tabatières ; mais il en était si jaloux, qu'il ne les laissait voir à personne. Il en avait toujours sur lui une énorme, dans laquelle il prenait du tabac par poignées. On ne pouvait pas approcher de lui sans éternuer. Il paraît que ses valets de chambre faisaient l'opération qu'on peut voir faire ici par les invalides sur l'esplanade, aux jours de soleil : ils faisaient sécher ses mouchoirs, et en récoltaient une quantité considérable de tabac ; puis ils le vendaient.

Frédéric n'aimait pas les Anglais ; c'était héréditaire. Il y avait eu une haine mortelle entre les deux précédens rois de Prusse et d'Angleterre. Le roi George II appelait Frédéric I : « Mon frère le sergent ; » à quoi Frédéric répondait par : « Mon frère le maître à danser. » Quand Frédéric était sur son lit de mort, il demanda au ministre qui l'assistait s'il devait pardonner à tous ses ennemis pour aller en paradis. Sur la réponse affirmative du ministre, il se tourna vers la reine (sœur du roi d'Angleterre), et lui dit : « Eh bien donc, Dorothée, écrivez à votre frère, et dites-lui que je lui pardonne tout le mal qu'il m'a fait. Oui, dites-lui que je lui pardonne ; mais attendez que je sois mort. »

Quiconque a lu les mémoires si originaux de la margrave de Bayreuth sait quelle sordide et misérable éducation reçurent les enfans de Frédéric I. On dirait que le grand Frédéric voulût se venger sur son propre héritier des persécutions et des avanies qu'il avait lui-même subies sous le despotisme paternel. Il n'avait pas d'enfans ; on sait d'ailleurs qu'il avait peu de goût pour les femmes, surtout pour la sienne. L'héritier de la couronne était son neveu. Le roi semblait l'avoir dans une profonde aversion, et le tenait très serré ; il en résultait que le prince royal faisait d'énormes dettes, quand toutefois il trouvait des prêteurs. Il quêtait partout ; mais, comme lui rendre service était une manière sûre d'irriter le roi, il trouvait rarement. Du reste, il vivait scandaleusement, composant sa société habituelle de gens de bas étage et de filles perdues. « Sa maîtresse favorite, écrit M. Harris, jadis danseuse de théâtre, préside à ses réjouissances, et joue le premier rôle dans les scènes indécentes qui s'y passent. Elle est grande, a les yeux très animés, est très décolletée dans ses allures, et donne l'idée d'une parfaite bacchante. Le prince lui donne beaucoup d'argent ; elle dépense à elle seule tout le traite-

ment que lui fait le roi. Elle répond de son mieux à cette générosité, car, en même temps qu'elle l'assure de sa fidélité, elle ne lui demande pas la sienne, et s'efforce au contraire de satisfaire ses désirs quand, par satiété, ils se fixent sur quelque nouvel objet. Dans ce cas, elle a toujours soin de ne lui laisser connaître aucune femme qui pourrait devenir sa rivale : son choix, heureusement pour elle, ne tombe jamais que sur des créatures de la dernière espèce. C'est à ces plaisirs qu'il emploie la plus grande partie de son temps ; le reste, il le passe, soit à la parade auprès du roi, soit à s'habiller, article sur lequel, toutes les fois qu'il peut quitter l'uniforme, il est extrêmement difficile et recherché. Il fait même la dépense d'avoir un valet de chambre favori appelé Espère-en-Dieu, qui est constamment sur la route de Potsdam à Paris, pour l'unique objet de le tenir avant tout le monde au courant des changemens dans les modes ; et, comme Espère-en-Dieu ne prend ses informations que chez ses confrères (les perruquiers), il arrive que ceux qui suivent ses avis peuvent parfaitement passer pour tels. »

Le futur roi de Prusse envoya un jour un de ses confidens chez M. Harris pour négocier un emprunt particulier auprès du roi d'Angleterre. Le ministre anglais ne se souciait guère de la commission et faisait la sourde oreille, malgré les doléances piteuses de l'émissaire du prince, qui disait « qu'il n'avait pas de quoi payer sa blanchisseuse. » M. Harris le renvoyait à la Hollande, à Vienne et à Pétersbourg ; mais le négociateur répondait (en français) « que le prince d'Orange n'avait pas le sou, que l'empereur (d'Autriche) n'avait pas la bourse, que l'impératrice-reine (Marie-Thérèse) ne donnait qu'aux églises, et que l'impératrice de Russie le dénoncerait tout de suite à son oncle. » Puis il ajoutait en parlant du prince : « Il a tout mangé chez les filles ; il en a une qui lui

coûte trente mille écus par an, et l'argent qu'il lui faut pour gagner les espions de son oncle monte encore à autant. »

Le roi connaissait les mœurs de son neveu, et on peut juger du cruel plaisir qu'il prenait à le rendre malheureux par cette anecdote que raconte encore M. Harris : « L'impétuosité, dit-il en parlant du prince, avec laquelle il a fait le carnaval l'a jeté dans une mésaventure dont il ressent encore les effets désagréables, et dont probablement il ne sera pas si tôt quitte, attendu que son oncle, malicieusement peut-être, l'oblige à remplir ses devoirs militaires avec plus de sévérité encore que d'habitude. L'évêque de Warmia se trouva, l'année dernière, dans la même position, et le roi rendit presque son siége vacant en le forçant de manger à sa table les viandes les plus épicées, et en l'inondant de vin de Hongrie, dont, disait-il, il devait être, en sa qualité de Polonais, aussi bon juge qu'amateur. »

On peut suffisamment juger, par ces détails domestiques, de la valeur morale de la cour de Berlin sous Frédéric-le-Grand. La ville ne valait pas mieux ; du moins M. Harris en fait une peinture qui n'a rien de flatteur. « Berlin, écrit-il, est une ville où, si le mot fortis peut être traduit par honnête, il n'y a vir fortis nec fœmina casta. Il règne dans toutes les classes des deux sexes une entière corruption de mœurs qui, jointe à une pénurie résultant soit de l'oppression du roi actuel, soit des habitudes dispendieuses mises à la mode par son grand-père, forment le pire des caractères. Les hommes cherchent sans cesse le moyen de soutenir une vie extravagante avec des ressources bornées. Les femmes sont des harpies, débauchées faute de réserve plus que faute d'autre chose. Elles prostituent leurs personnes au plus

haut enchérisseur, et toute délicatesse de sentiment ou de manières leur est inconnue. »

Nous devons le répéter, notre temps vaut mieux que cela. Quand on rapproche de ce spectacle celui qu'offre la Prusse d'aujourd'hui, avec son travail intellectuel, avec ses agitations religieuses et politiques, encore confuses, mais toujours empreintes de gravité et de sincérité, on se réconcilie aisément avec une époque injustement dépréciée, et, même aux yeux de l'Allemagne, l'immense renom militaire du grand Frédéric ne doit pas écraser le caractère moins éclatant, mais assurément plus digne, du roi Frédéric-Guillaume IV.

La correspondance de M. Harris pendant son séjour à Berlin offre d'ailleurs peu d'intérêt politique ; elle ne devient réellement sérieuse que lorsqu'il est envoyé à Pétersbourg. Là aussi nous rencontrons de la chronique beaucoup plus scandaleuse même qu'à la cour de Berlin, mais mêlée à la discussion des sujets les plus graves. Du reste, c'est une remarque toute simple que dans les gouvernemens absolus les vices comme les vertus des souverains occupent une bien plus grande place que dans les gouvernemens libres. C'est à ce titre que les débordemens de l'impératrice Catherine sont des élémens de l'histoire comme ceux de Tibère.

Ce fut au commencement de l'année 1778 que M. Harris se rendit comme ministre à Pétersbourg. Il y allait pour essayer d'amener l'impératrice à la conclusion d'une alliance offensive et défensive avec la Grande-Bretagne. Il y resta jusqu'à la fin de 1783, et retourna en Angleterre sans avoir rien obtenu. Pendant ces cinq années, il dépensa beaucoup d'habileté, beaucoup d'esprit d'intrigue et une très grande persévérance ; mais il échoua surtout contre ce sentiment de répulsion qu'inspiraient déjà à

tous les peuples les prétentions de l'Angleterre à la domination arrogante et absolue des mers. Les façons hautaines que montraient trop souvent et le gouvernement britannique et ses agens avaient indisposé contre eux presque toutes les cours. Catherine, d'ailleurs, quoique philosophe, était femme ; elle aimait la flatterie, et elle l'aimait surtout en langue française. Que de fois le ministre anglais, voyant tous ses efforts déjoués par quelques complimens de Paris ou de Versailles, maudit la vanité, la coquetterie et toutes les faiblesses de la grande Catherine ! « Cette grande dame, écrivait-il un jour avec presque autant d'esprit que de dépit, cette grande dame dégénère souvent en une femme ordinaire, et joue avec son éventail quand elle croit manier son sceptre. La France a appris l'art de la cajoler, et elle a peur d'encourir le déplaisir et la critique d'une nation qui écrit des mémoires et des épigrammes. »

Quand donc M. Harris arriva à Pétersbourg, il trouva la cour de Russie entièrement française. L'impératrice était entourée d'hommes gagnés aux intérêts des Bourbons, et qu'il appelait des garçons perruquiers de Paris. D'un autre côté, le roi de Prusse, qui détestait les Anglais, et qui avait à ce moment l'oreille de l'impératrice, les desservait de tout son pouvoir. Aussi M. Harris rencontra dès le début des difficultés à peu près insurmontables. Pendant une année entière, il négocia avec le ministre de Catherine, le comte Panin, et finit par s'apercevoir qu'il était joué par lui. Le comte Panin, qui était bien décidé d'avance à ne pas conclure avec l'Angleterre, transmettait à l'impératrice les demandes de M. Harris de façon à les rendre inacceptables, et un jour il répondit au ministre anglais « que la Grande-Bretagne avait, par sa conduite arrogante, attiré sur elle tous ses malheurs,

et qu'elle ne devait attendre ni secours de ses amis ni clémence de ses ennemis. »

Alors M. Harris, voyant que de ce côté il n'avait rien à espérer, se tourna d'un autre. Il s'adressa à un ancien amant de Catherine, principal pourvoyeur des nouveaux favoris, au prince Potemkin, et, par son entremise, il obtint plusieurs conférences personnelles avec l'impératrice. Il était spirituel, insinuant, hardi : quand il pouvait causer longuement avec Catherine, il la gagnait presque à sa cause ; mais il reperdait vite le terrain qu'il avait gagné avec tant d'efforts. Outre les sentimens personnels qui poussaient alors Catherine vers la France, il y avait la grande question des neutres, qui mettait toutes les nations maritimes aux prises avec l'Angleterre. M. Harris reconnaît lui-même que le gouvernement anglais perdit par ses exigences l'occasion de se concilier la cour de Pétersbourg. Lors de la fameuse déclaration neutre de 1780, il avait conseillé à son gouvernement de céder momentanément à la nécessité, et de suspendre à l'égard de la Russie seulement la police que la Grande-Bretagne exerçait sur les mers. Il ne fut pas écouté, et Catherine ne pardonna jamais aux ministres tories.

Dans une autre occasion, M. Harris avait déterminé son gouvernement à céder à la Russie l'île de Minorque. Ce projet donna lieu à de très curieuses conversations entre le ministre anglais et l'impératrice, comme on le verra plus tard. Catherine tenait beaucoup à avoir une station dans la Méditerranée, à cause de ses vues sur Constantinople. Sa grande ambition était de reconstruire un empire d'Orient. Elle avait fait baptiser le grand-duc du nom de Constantin, et lui avait donné une nourrice grecque du nom d'Hélène ; elle faisait construire une ville du nom de

Constantingorod. Elle hésitait, pour le choix du siége de l'empire nouveau, entre Constantinople et Athènes. Elle était très frappée de la supériorité de la race grecque, du grand rôle qu'elle avait joué dans l'antiquité, et elle parlait souvent de la possibilité de la voir reparaître à la tête des peuples.

Dans les instructions données à M. Harris par lord Suffolk, on peut voir que le gouvernement anglais cherchait à inquiéter Catherine en lui persuadant que la France avait promis à la Turquie d'exclure les flottes russes de la Méditerranée. Minorque serait devenue pour la Russie ce qu'est aujourd'hui Malte pour l'Angleterre. L'impératrice avait donc accueilli ce projet avec enthousiasme, mais son ardeur sembla se calmer tout à coup, et M. Harris dut renoncer encore à ce dernier espoir de voir l'alliance se former. Dès ce moment, il paraît abandonner la partie, et nous le voyons solliciter à plusieurs reprises son rappel de Saint-Pétersbourg. « L'Angleterre, disait-il, devait se tenir à l'écart, ne plus rechercher d'alliances continentales, et attendre qu'on vînt la chercher. » Ce fut dans ces dispositions qu'il passa les derniers mois de son séjour à la cour de Russie, qu'il ne quitta qu'après la conclusion de la paix entre l'Angleterre, la France et l'Espagne.

Telle est l'esquisse rapide de ce que fit, ou du moins de ce que tenta M. Harris à Pétersbourg. S'il ne réussit pas, ce ne fut pas faute d'avoir employé tous les moyens possibles de succès. Il écrivait à lord Stormont, alors ministre des affaires étrangères à Londres, qu'à Madrid et à Berlin il n'avait pas eu besoin de subsides, mais qu'à Pétersbourg, dans une cour amie, il avait été obligé de changer de système. Là, les secrets ne s'obtenaient qu'à prix d'argent. Il en dépensa beaucoup, au-delà même des crédits qui lui étaient ouverts, et il paraît que, lorsqu'il quitta la cour de

Russie, il se trouva personnellement endetté de plus de 500,000 francs, qu'il paya sur sa fortune particulière.

C'est qu'il avait à lutter avec des habitudes de somptuosité tout orientale. Le prince Potemkin, son principal agent, donnait des fêtes qui lui coûtaient 50,000 roubles. L'impératrice avait des services de dessert de 50 millions ; quand on jouait chez elle au macao, un jeu fort à la mode alors, elle donnait au gagnant un diamant de 50 roubles, et en distribuait ainsi cent cinquante dans une soirée. Elle gratifiait ses amans de sommes inouies, de terres, de milliers de paysans et de bijoux. On a compté que la famille du prince Orloff avait reçu, en dix ans, quatre à cinq mille paysans et 97 millions de roubles en argent, bijoux, vaisselles et palais. Un simple lieutenant aux gardes, Wasilschikoff, avait reçu, durant vingt-deux mois de faveur, 100,000 roubles en argent, 50,000 en bijoux, un palais de 100,000, une vaisselle de 50,000, une pension de 20,000, et sept mille paysans ; le prince Potemkin, en deux ans de faveur, trente-sept mille paysans et environ 9 millions de roubles en pensions, palais, bijoux, etc. ; Savodowsky, en dix-huit mois, dix mille paysans et plus de 300,000 roubles ; Zoritz, en un an, plus de 1,300,000 roubles ; Korsakoff, en seize mois, quatre mille paysans et près de 400,000 roubles ; Landskoy dans la même proportion.

Catherine, comme on le voit, savait récompenser ses serviteurs. À l'un, elle donnait le trône de Pologne ; aux autres, ce qu'on vient de voir. Il est vrai que le métier était rude. La chronique de cette cour dépasse en cynisme tout ce que l'histoire a raconté des césars romains. C'était un mélange extraordinaire de barbarie et de civilisation. L'Occident ne donnait qu'un vernis pour couvrir ces débordemens de l'Orient. Les traditions du Parc

aux Cerfs pâlissent devant le journal de la cour de Catherine, car ici les positions sont interverties, et le rôle de l'homme, usurpé par une femme, prend un caractère plus dégradant.

Rien de plus curieux, rien de plus étrange, rien de plus cru et de plus sauvage que le tableau de ces révolutions de sérail. Le prince Potemkin avait, comme nous l'avons dit, les fonctions de pourvoyeur général. Quand M. Harris arriva à Pétersbourg, c'était un nommé Zoritz qui était le favori régnant. Il était menacé dans son poste, mais il n'était pas résigné à l'abandonner de bonne grace. C'était un soldat, et il annonçait hautement le dessein d'appeler en duel son successeur. « Je sais bien, disait-il en français, que je dois sauter, mais, par Dieu, je couperai les oreilles à celui qui prendra ma place. » Celui qui aspirait à cette place honorable était un lieutenant de la police, appelé Acharoff, un homme bien bâti, dit la dépêche, mais taillé plus en Hercule qu'en Apollon. Malgré ces qualités recommandables, le candidat ne fut pas agréé. C'est que l'occupant était un terrible homme. Potemkin, qui ne l'aimait pas, présenta à l'impératrice un de ses officiers, un grand hussard. Après la présentation, Zoritz suivit Catherine dans sa chambre, lui fit une scène horrible, se jeta à ses pieds, lui dit que, malgré toutes les générosités dont elle l'avait comblé, il ne tenait qu'à sa faveur et à ses bonnes graces. Catherine fut touchée ou effrayée ; elle garda Zoritz, et lui ordonna d'inviter Potemkin à souper pour raccommoder l'affaire, parce que, disait-elle, elle n'aimait pas les tracasseries.

Quelques jours après, cependant, Potemkin rentra en faveur, et Zoritz reçut son congé. L'impératrice le lui donna elle-même en lui dorant la pilule ; l'amant congédié l'accabla de reproches et presque d'injures, mais rien n'y fit ; on lui donna des pensions,

une somme énorme d'argent comptant, sept mille paysans et l'ordre de voyager. Toutefois on n'osa pas lui donner un successeur officiel avant son départ, tant on redoutait son affreux caractère. « La cour et la ville, dit M. Harris, n'étaient occupés que de cet évènement, qui donnait naissance à beaucoup de réflexions désagréables. » On le croira sans peine.

Catherine, après des scènes si fatigantes, éprouvait le besoin d'un régime plus doux. Elle fit rappeler en ville un ancien favori, Sabadowsky, un homme d'un caractère paisible et modeste ; mais celui-là ne plaisait pas à Potemkin, qui lui en substitua un autre. « Korsak, dit sir James Harris, a été introduit dans un moment critique, et, au moment où j'écris, sa majesté impériale est retirée dans un des villages de Potemkin, sur les confins de la Finlande, essayant d'oublier ses soucis et ceux de l'empire dans la compagnie de son nouveau mignon, dont le nom vulgaire de Korsak est déjà changé pour le nom mieux sonnant de Korsakoff. »

Mais, pendant ces péripéties, l'ancien favori, Sabadowsky, qui avait été rappelé, était arrivé à la cour, et il demandait d'un ton très chagrin pourquoi on l'avait dérangé. On lui donna pour indemnité une place dans le sénat ; mais, hélas ! quinze jours après, le nouveau fonctionnaire était hors de service. « Il y a, écrivait M. Harris, plusieurs concurrens pour la place vacante : quelques-uns soutenus par le prince Potemkin, d'autres par le prince Orloff et le comte Panin, qui maintenant sont d'accord, d'autres enfin seulement par l'impression que leur tournure a faite sur l'impératrice. Les deux partis s'unissent pour empêcher le succès de ces hommes indépendans, mais elle paraît très disposée à choisir par elle-même. Potemkin, dont l'insolence égale le pouvoir, a été si mécontent de n'avoir pas à lui seul la disposi-

tion de ce poste, qu'il s'est absenté de la cour pendant plusieurs jours. Le sort de ces jeunes gens reste incertain, quoiqu'il paraisse décidé que Korsakoff sera envoyé aux eaux de Spa pour sa santé. Comme les dernières traces de décence que l'on gardait encore à l'époque de mon arrivée ici ont disparu, je ne serais pas étonné qu'au lieu d'un favori on en prît plusieurs. »

Cependant le choix de Catherine parut tomber sur un secrétaire du comte Panin, appelé Strackoff, que l'impératrice avait remarqué dans un bal ; mais celui-là n'entra pas officiellement en fonctions, il ne vit l'impératrice qu'en secret, et Korsakoff resta prince régnant. Un autre aspirant, qui n'avait point réussi, se poignarda de désespoir. On cacha autant que possible cet intéressant malheur à Catherine ; pourtant elle finit par l'apprendre, et elle en fut tout-à-fait affligée. Sa douleur ne pouvait durer bien long-temps ; elle donna à Korsakoff son congé définitif, avec le conseil de voyager ou de se marier. Le successeur fut un nommé Landskoy, un chevalier aux gardes ; comme il n'avait pas été fourni par Potemkin, celui-ci fut très irrité, et ne fut apaisé que par un présent de 900,000 roubles le jour de sa naissance. Landskoy était jeune, bien fait, et de bon caractère ; mais il avait une nuée de cousins, qui s'abattirent sur la cour comme des sauterelles pour participer à la curée.

Ici la scène change. Tout à l'heure nous avions un favori qu'on n'osait pas renvoyer, parce qu'il cassait les vitres ; en voici un maintenant qu'on ne peut pas congédier, parce qu'il a trop bon naturel. Ce pauvre Landskoy n'est ni jaloux, ni inconstant, ni impertinent ; il a déjà un remplaçant non officiel, mais il se conduit d'une manière si irréprochable, qu'on ne sait comment s'y prendre pour se débarrasser de lui sans mauvais procédé. C'est

comme ces domestiques qu'on ne peut pas souffrir, qui le comprennent, et qui alors redoublent d'exactitude, et ne vous laissent pas le moindre motif plausible pour les mettre dehors. Landskoy est condamné à l'avance ; son congé est décidé ; déjà on a préparé les cadeaux habituels réservés aux favoris sortans ; cependant il garde une facilité d'humeur réellement désespérante ; il ne veut pas se fâcher ni faire une scène ; bref, il restera long-temps encore.

Quelquefois le drame se mêle à ces comédies honteuses. Il y a au milieu de ces scènes étranges un moment de véritable tragédie. C'est celui où le prince Orloff, l'amant de Catherine quand son mari, Pierre III, fut détrôné et mourut quelques jours après dans sa prison, tombe dans des accès de sombre folie, et fuit devant les furies vengeresses du remords. On croirait voir Macbeth sortant pâle et effaré de la chambre du vieux roi Duncan. Orloff avait été le premier amant de Catherine et lui était resté le plus cher. Quand il devint fou, elle le traita comme un enfant, avec une douceur et une tristesse sans bornes. Elle le laissait entrer chez elle à toute heure, dans tous les costumes, soit qu'elle fût seule, soit qu'elle fût engagée dans les entretiens les plus graves. Parfois le malheureux s'écriait que les remords avaient détruit sa raison, et que c'était le jugement de Dieu qui était tombé sur lui. Quand il avait de ces accès terribles, Catherine se mettait à pleurer, et tout le reste du jour elle ne pouvait s'occuper ni de plaisirs ni d'affaires.

Orloff était du moins un homme distingué, de sentimens plus élevés que les favoris qui vinrent après lui. Tant que dura son règne d'amant, l'impératrice observa encore une certaine dignité extérieure qui disparut quand Potemkin arriva au pouvoir. Celui-

ci avait acquis sur sa souveraine un empire extraordinaire qu'il conserva même après avoir été remplacé dans ses fonctions. C'était un homme audacieux, intrigant, et en même temps des plus bizarres, courant sans cesse les églises au milieu de sa vie débauchée, et, au comble de la faveur, soupirant après le cloître.

Catherine gémissait quelquefois sous le joug de ce barbare, mais sans pouvoir jamais le secouer. Un jour elle fit venir Orloff, et le supplia de se réconcilier avec Potemkin pour rétablir la paix dans le palais. « Vous savez, madame, lui dit Orloff, que je suis votre esclave, que ma vie est à votre service : si Potemkin vous offusque, donnez-moi vos ordres, il disparaîtra immédiatement, vous n'entendrez plus parler de lui ; mais m'engager dans une intrigue de cour, courtiser un homme que je méprise, votre majesté me pardonnera si je refuse. » L'impératrice se mit à fondre en larmes ; Orloff se retirait, mais il revint et dit à Catherine que Potemkin était son ennemi et celui de l'état, qu'il cherchait à la plonger dans les plaisirs pour lui faire oublier les affaires et gouverner à sa place. « Vous n'avez qu'à prononcer un mot, dit-il, ma vie est à vous. » Catherine fut très affectée, elle avoua que son caractère changeait beaucoup, que sa santé s'altérait ; mais elle ne pouvait se résoudre à employer des moyens aussi violens.

C'était au sein d'une pareille cour, au milieu de pareilles intrigues et de pareilles mœurs, que M. Harris avait à conduire des négociations qui demandaient le plus grand secret. Qu'on se représente sa position, quand, après lui avoir transmis le matin les meilleures assurances de la part de l'impératrice, Potemkin venait lui dire le soir : « Vous avez mal choisi votre moment. Le nouveau favori est dangereusement malade ; la cause de sa maladie et l'incertitude de sa guérison ont si entièrement consterné

l'impératrice, qu'elle est incapable de penser à autre chose, et toutes ses idées d'ambition, de gloire, sont absorbées dans cette unique passion… Mon influence est suspendue, particulièrement parce que j'ai pris sur moi de lui conseiller de se débarrasser d'un favori qui, s'il meurt dans son palais, causera un tort essentiel à sa réputation. »

Nous avons dit que le prince Potemkin était devenu l'intermédiaire entre le ministre anglais et l'impératrice. Par son entremise, M. Harris avait obtenu de Catherine une audience particulière à l'insu du ministre, M. de Panin. L'entrevue eut lieu à l'occasion d'un bal masqué à la cour ; Korsakoff vint prévenir M. Harris, lui dit de le suivre, et le conduisit, par un passage dérobé, dans le cabinet de toilette de l'impératrice. Dans cette première conférence, le ministre anglais ne chercha qu'à se concilier la bienveillance de Catherine par des flatteries exagérées, mais il ne paraît pas qu'il fit beaucoup de chemin. L'impératrice se montrait toujours fort gracieuse avec lui, sans cesser de décliner toutes les offres d'alliance. Elle était alors préoccupée d'une seule pensée, celle de former la fameuse ligue des neutres. Pour parer cette attaque indirecte, le gouvernement anglais fit à l'impératrice une concession exceptionnelle : M. Harris déclara, au nom de sa cour, à M. de Panin, que la navigation des sujets russes ne serait jamais interrompue ou arrêtée par les vaisseaux de la Grande-Bretagne ; mais le gouvernement anglais, par un de ces actes de mauvaise foi qui justifièrent les reproches qu'on lui a souvent adressés à cet égard, donnait en même temps à M. Harris des instructions secrètes contraires à ses assurances publiques. « Je fus, dit-il lui-même en parlant des articles de la déclaration des neutres, je fus chargé de m'y opposer secrètement, et d'y acquiescer publiquement. »

L'impératrice continua donc à développer le grand projet auquel elle voulait attacher son nom. Elle ne voulait pas s'engager dans une guerre pour le bon plaisir de l'Angleterre. « Si j'étais plus jeune, disait-elle, je serais peut-être moins sage. » Elle refusa positivement les offres d'alliance de l'Angleterre, et, en même temps, elle fit proposer à toutes les cours étrangères son plan d'une ligue générale pour la protection du commerce des neutres. Le principe de cette ligue était que les vaisseaux neutres pourraient naviguer librement de port en port et sur les côtes des nations en guerre, et que les effets appartenant aux sujets desdites puissances en guerre seraient libres sur les vaisseaux neutres, à l'exception des marchandises de contrebande. Mais ce qui faisait la force de la convention, c'est que, si l'une des puissances neutres était attaquée dans son commerce, toutes les autres étaient tenues de s'unir à elle pour revendiquer le droit commun. Cette convention fut conclue et signée malgré tous les efforts de l'Angleterre. Potemkin s'y opposa vainement. « L'impératrice, dit M. Harris, perdit patience, et s'écria qu'elle seule savait ce qu'elle se proposait, et que là-dessus elle ne souffrirait aucune observation. »

Quand la convention eut été signée, M. Harris demanda son rappel ; le gouvernement anglais refusa, et lui enjoignit de rester à son poste. Il continua donc ses efforts, mais désormais sans aucun espoir de succès. Potemkin lui-même ne cherchait plus à lui faire illusion. « Il n'est au pouvoir de personne au monde, lui disait-il, de lui faire abandonner son plan de neutralité armée. Contentez-vous d'en détruire les effets ; mais sa résolution en elle-même est inébranlable. » Ce fut à cette époque, au mois de novembre 1780, que M. Harris eut avec l'impératrice une conversation des plus curieuses et des plus caractéristiques. Rentré chez

lui, il l'écrivit immédiatement sous forme de demandes et de réponses. Nous en reproduirons les passages les plus saillans. Cette conférence, qui se faisait en français, a tout l'intérêt comme toute la tournure d'un dialogue de comédie.

Harris. — Je viens pour représenter à votre majesté impériale la situation critique dans laquelle nos affaires se trouvent. Elle connaît notre confiance en elle ; nous osons nous flatter qu'elle détournera l'orage… L'impératrice. — Vous connaissez, monsieur, mes sentimens pour votre nation, ils sont aussi sincères qu'invariables ; mais j'ai rencontré si peu de retour de votre part, que je sens que je ne devrais plus vous compter parmi mes amis… Harris. — Si votre majesté impériale eût jeté les yeux sur la note que j'ai remise au prince Potemkin, elle aurait vu sur quoi mes craintes sont fondées. L'impératrice. — Je l'ai lue. Je vous répète, monsieur, que j'aime votre nation ; c'est une faiblesse de croire à tous les commérages que les petits politiques répandent. Harris. — Nos ennemis sont parvenus à tourner toutes les opérations de votre majesté impériale si fort à leur avantage, qu'à l'heure qu'il est on croit à Londres qu'elle est secrètement en intelligence avec la France, qu'elle s'entend avec la maison de Bourbon pour décider du sort de la guerre. L'impératrice, avec une extrême vivacité. — Je vous donne ma parole d'impératrice que non. Je n'ai jamais eu d'inclination pour les Français ; je n'en aurai jamais. Cependant je dois avouer qu'ils ont eu à mon égard des intentions bien plus marquées que vous autres. Harris. — Ils n'ont eu, madame, que leurs intérêts en vue ; leur politesse est toujours suspecte… L'impératrice. — Que voulez-vous que je fasse pour vous ? Vous ne voulez pas faire la paix. Harris. — Nous ne désirons rien tant ; mais nous ne sommes pas les agresseurs, et nous sommes sans amis. L'impératrice. — C'est que vous ne voulez pas en avoir,

monsieur. Vous êtes si raides, si réservés ; vous n'avez point de confiance en moi. Harris. — Je suis au désespoir de voir que l'effet des intrigues qui n'ont que trop réussi en Europe ait porté sur un esprit aussi éclairé que celui de votre majesté impériale. Je n'avais que trop raison de la croire prévenue contre nous. L'impératrice. — Je parle d'après des faits ; les faux bruits ne me font rien. Je suis au-dessus des préventions ; mais toute votre conduite a été dure vis-à-vis de moi. Je vous avoue, cela m'a été sensible, car j'aime votre nation comme la mienne. Harris. — Sauvez-la donc, madame, la nation que vous aimez ; elle a recours à vous. L'impératrice. — Quand je saurai vos sentimens, je vous le dirai. Harris. — Daignez nous donner des conseils. L'impératrice. — Quand vous me parlerez clairement. Harris. — Le comte Panin prône le parti français partout ; il est entièrement dévoué au roi de Prusse, et le sert plutôt que votre majesté. Il l'a invité d'accéder à la neutralité armée. L'impératrice, avec hauteur. — Je serai bien aise qu'il accède, moi. Je soutiendrai mon projet ; je le crois salutaire. Harris. — On dit, madame (mais je crains d'offenser), que c'est le projet des Français, et que le vôtre était bien différent. L'impératrice, avec violence. — Mensonge atroce ! Vous devez savoir que je puis rendre politesse pour politesse ; nais je n'aurai jamais de la confiance en eux. Mais quel mal vous a fait cette neutralité armée, ou plutôt cette nullité armée ? Harris. — Tout le mal possible. Elle établit de nouvelles lois... elle sert encore à confondre nos amis avec nos ennemis... L'impératrice. — Vous molestez mon commerce, vous arrêtez mes vaisseaux. J'attache à cela un intérêt particulier ; c'est mon enfant que mon commerce, et vous ne voulez pas que je me fâche !... Ne parlons plus là-dessus, nous nous brouillerions. Mais écoutez ce que je vais vous dire : faites la paix ; le moment

est venu. Ouvrez-vous à moi avec une entière confiance… Je désire ardemment vous tirer d'embarras ; mais prêtez-vous-y vous-mêmes ; soyez plus souples, moins réservés… Point de méfiance, point de raideur, je ne réponds alors de rien ; mais soyez ouverts, clairs et francs, je répondrai alors de tout. Harris. — Je sais d'avance que rien moins que la paix de Paris, renouvelée en entier, peut nous satisfaire. L'impératrice, avec finesse. — Je ne dis rien. Parlez-moi franchement de chez vous ; désabusez-moi de cette réserve, de cette méfiance que je crois apercevoir dans votre ministère ; je vous dirai tout alors… Faites la paix ; traitez avec vos colonies en détail, tâchez de les désunir ; leur alliance avec les Français tombe alors d'elle-même, et cela leur servira d'échappatoire… Je vous réponds de mon amitié, de ma justice. Je suis charmée que vous ayez témoigné une envie de me voir ; j'ai voulu vider mon sac… Tenez, mon cher Harris, je vous parle très sincèrement… Si, après tout ce que je viens de vous dire, je lui trouve (à la cour d'Angleterre) la même indifférence, la même raideur, que sais-je, moi ? le même ton de supériorité avec moi, je ne me mêle plus de rien ; je laisse les affaires aller leur train… Harris. — Votre majesté impériale a l'ame trop élevée pour jamais nous abandonner. Elle ne voudra pas que la postérité dise que de son règne l'Angleterre a pensé succomber, sans qu'elle ait tendu la main pour la secourir. L'impératrice. — Je suis lasse d'être généreuse : faut-il toujours l'être sans qu'on le soit pour moi ? Soyez-le à mon égard, vous verrez comme je le serai au vôtre. Laissez mon commerce en repos, n'arrêtez pas le peu de vaisseaux que j'ai ; je vous dis qu'ils sont mes enfans. Je voudrais que mon peuple devînt industrieux. Est-ce dans le caractère d'une nation philosophe de s'y opposer ? Harris. — Nous ferons tout pour vos vaisseaux ; mais votre majesté impériale ne prétend sûrement

pas, par cette neutralité armée, que toute nation jouisse du même droit ? L'impératrice. — Je vous dis que c'est une nullité armée, mais je la

soutiendrai toujours… (En se levant.) Adieu, monsieur, n'oubliez pas l'importance de notre conférence… Faites un pas de votre côté. Pour une femme, c'est peu exiger… »

Cette conversation est fort piquante ; mais que produisit-elle ? Rien. Si M. Harris était un fort habile homme, il avait affaire à aussi habile que lui. Potemkin lui répétait sans cesse : Flattez-la, caressez ses faiblesses ; vous obtiendrez d'elle tout ce que vous voudrez. Il avait beau flatter, il n'obtenait rien. Au contraire, l'impératrice se faisait tout concéder, et ne donnait rien en retour. Son ambition était, comme on le voit, d'être prise pour médiatrice. L'orgueil britannique ne voulait pas fléchir. Ainsi l'impératrice demanda Minorque : l'Angleterre consentit encore, elle voulut bien céder Minorque, à la condition que Catherine effectuerait le rétablissement de la paix avec la France et l'Espagne sur les bases du traité de Paris de 1762 ; « mais, écrivait lord Stormont, aucune proposition ne sera faite concernant les sujets rebelles de sa majesté britannique (les Américains), qu'on ne laissera jamais traiter par l'intermédiaire d'une puissance étrangère. » Quand cette réponse fut communiquée à l'impératrice, elle ne voulut pas y croire ; elle s'écria très spirituellement : La mariée est trop belle ; on veut me tromper. Elle dit qu'on voulait la compromettre et l'entraîner dans la guerre. Bref, elle ne vit dans cette facilité du gouvernement anglais qu'un piége ; elle transmit cette nouvelle, qui devait rester secrète, à l'empereur d'Autriche, et se fit un mérite d'avoir refusé une proposition qu'elle avait provo-

quée. Lord Stormont écrivait qu'il regrettait sa concession, et qu'il aurait désiré qu'elle n'eût jamais été faite.

En effet, l'impératrice n'en montra pas plus de dispositions pour servir l'Angleterre. La paix se fit sans elle, peut-être malgré elle, et avec la guerre finit en même temps la mission de M. Harris. Sa santé était gravement altérée, et il reçut enfin de M. Fox, qui était alors au pouvoir, la permission de revenir en Angleterre.

De retour à Londres vers la fin de 1783, il accepta la légation de La Haye. Il négocia une alliance entre l'Angleterre, la Hollande et la Prusse, et revint à Londres en 1788. Créé baron de Malmesbury, il resta en Angleterre jusqu'en 1793, soutenant dans le parlement la politique de M. Fox ; mais, lors de la scission du parti whig, quand M. Fox se déclara prêt à reconnaître la république française, il suivit M. Burke. M. Pitt l'envoya à Berlin ; puis, en 1794, son gouvernement le chargea de demander pour le prince de Galles la main de la princesse de Brunswick, qui depuis devint la fameuse reine Caroline. C'est ici que nous retrouverons lord Malmesbury dans une des phases les plus curieuses et les plus originales de sa carrière diplomatique.

Lord Malmesbury avait toujours été jusque-là dans la plus grande faveur auprès du prince de Galles, qui fut ensuite le roi George IV. Il était pour lui un homme de bon conseil, et souvent consulté. Le prince lui confiait ses embarras, qui étaient toujours des embarras d'argent, et le prenait pour intermédiaire entre lui et les ministres de son père. Ses dettes étaient devenues si considérables, qu'il ne voyait plus d'autre moyen de se tirer d'affaire que d'aller voyager, et, quand M. Harris partit pour La Haye, le prince vint lui demander s'il pouvait y aller avec lui, et s'y faire présenter incognito. M. Harris eut beaucoup de peine à le détour-

ner de ce projet. « Que puis-je faire, mon cher Harris ? disait le prince. Le roi me hait : il veut me mettre aux prises avec mon frère. Je n'espère rien de lui. Il empêchera le parlement de m'aider jusqu'à ce que je me marie. » Et comme M. Harris le pressait de se réconcilier avec son père : « C'est impossible, dit-il ; nous sommes trop loin l'un de l'autre. Le roi m'a trompé ; il m'a fait tromper les autres. Je ne puis me fier à lui, et il ne me croira jamais. »

Dans une autre conversation, M. Harris offrit au prince de proposer à M. Pitt de porter sa pension à 100,000 liv. par an (2,500,000 fr.), s'il voulait en mettre de côté la moitié tous les ans pour payer ses dettes et se réconcilier avec son père ; mais le prince restait convaincu que son père ne ferait rien pour lui. « Le roi me hait, » répétait-il sans cesse. Alors, comme M. Harris lui conseillait de se marier, il s'écria avec violence : « Je ne me marierai jamais ; ma résolution est prise. J'ai arrangé cela avec Frédéric (son frère). Non, je ne me marierai jamais ! — Permettez-moi, monsieur, répondit M. Harris, de vous dire, avec le plus grand respect, que vous ne pouvez pas avoir réellement pris cette résolution. Il faut que vous vous mariiez ; vous le devez à votre pays, au roi, à vous-même. — Je ne dois rien au roi, répliqua le prince ; Frédéric se mariera, et la couronne ira à ses enfans. »

Àcette époque, le prince de Galles avait pour maîtresse M Fitz-Herbert, qui exerçait une grande influence sur lui. Il changea ensuite d'avis en changeant de maîtresse ; car, quelques années plus tard, lord Malmesbury allait, comme nous l'avons dit, demander pour lui en mariage la princesse Caroline.

Lord Malmesbury avait pour mission purement et simplement de demander la main de la princesse. S'il avait eu des pouvoirs

discrétionnaires, nul doute qu'il en aurait usé pour ne pas conclure cette union si malheureuse. On verra quelle triste commission lui était imposée.

Lord Malmesbury arrive à Brunswick. À sa première entrevue avec la princesse, il trouve une jeune fille fort ordinaire, assez embarrassée de sa personne, avec une jolie figure, de beaux yeux, des dents qui commencent à se gâter, des cheveux blonds, et, dit-il, avec ce que les Français appellent des épaules impertinentes. Le 2 décembre 1794, il signe le contrat. La petite cour de Brunswick est dans le ravissement, et la princesse prend le titre de princesse de Galles.

Alors, comme il arrive souvent, les défauts de la mariée paraissent l'un après l'autre après la noce. Le père prend à part lord Malmesbury et lui tient un long discours sur sa fille. « Elle n'est pas bête, dit-il, mais elle n'a pas de jugement ; elle a été élevée sévèrement, il le fallait. Recommandez-lui, ajoute-t-il, de ne pas faire de questions, de ne pas se montrer jalouse avec le prince ; s'il a des goûts, qu'elle n'y prenne pas garde. » Le duc avait écrit tout cela pour l'usage de sa fille ; mais, appuyées par lord Malmesbury, ses observations n'en auraient que plus de force.

Vient M de Herzfeldt, la maîtresse du duc, qui fait aussi ses recommandations. « Il faut, dit-elle, tenir sévèrement la princesse ; elle n'est pas méchante, mais elle manque de tact. » La pauvre princesse arrive à son tour, et paraît faire assez bon marché d'elle-même, car elle prie lord Malmesbury de la guider. L'ambassadeur lui donne le conseil sommaire de garder un complet silence sur tous les sujets pendant les six premiers mois après son arrivée en Angleterre. Effectivement, en ne disant rien, il était difficile de dire quelque chose de trop. Une autre fois, il lui

recommande de n'exprimer, autant que possible, aucune opinion, de ne parler ni politique ni affaires. Cela ressemble à la liberté de la presse dont parle Figaro ; on peut parler de tout, excepté de religion, de politique, etc., en un mot de tout ce dont on parle.

La princesse montre, du reste, un fort bon naturel. Elle prend bien tous les avis, et même elle les demande. Ceux de lord Malmesbury sont fort sages ; c'est un vrai catéchisme. Il engage la princesse à ne pas écouter les commérages, à ne pas confondre la bienveillance avec la familiarité. M Hertzfeldt le prend à part, et lui dit (en français) : « Je vous en prie, faites que le prince fasse mener, au commencement, une vie retirée à la princesse. Elle a toujours été très gênée et très observée, et il le fallait ainsi. Si elle se trouve tout à coup dans le monde sans restriction aucune, elle ne marchera pas à pas égaux. Elle n'a pas le cœur dépravé ; elle n'a jamais rien fait de mauvais, mais la parole en elle devance toujours la pensée ; elle se livre à ceux à qui elle parle sans réserve, et de là il s'ensuit (même dans cette petite cour) qu'on lui prête des sens et des intentions qui ne lui ont jamais appartenu. Que ne sera-t-il pas en Angleterre, où elle sera entourée de femmes adroites et intrigantes (à ce qu'on dit) auxquelles elle se livrera à corps perdu (si le prince permet qu'elle mène la vie dissipée de Londres), et qui placeront dans sa bouche tels propos qu'elles voudront, puisqu'elle parlera elle-même sans savoir ce qu'elle dit. De plus, elle a beaucoup de vanité, et, quoique pas sans esprit, avec peu de fond ; la tête lui tournera si on la caresse et la flatte trop, si le prince la gâte. Il est tout aussi essentiel qu'elle le craigne que qu'elle l'aime. Il faut absolument qu'il la tienne serrée, qu'il se fasse respecter, sans quoi elle s'égarera. »

Le même soir, il y a bal masqué à l'opéra. Lord Malmesbury fait la promenade avec la princesse Caroline. En véritable Anglais, il la sermonne ; il l'engage à ne pas manquer le service divin quand elle sera à Londres. — Le prince va-t-il à l'église ? demanda la princesse. — Vous l'y ferez aller. — Mais s'il ne veut pas ? — Alors vous irez sans lui, et à la fin il ira avec vous. — Voilà de bien sérieuses remarques pour un bal masqué, reprend la princesse. Mais l'ambassadeur garde le plus grand sérieux. Il est toujours occupé à ramener à la gravité cette cour légère, et semble vouloir lui donner une plus haute idée de l'honneur que lui fait l'Angleterre. Il traite la princesse en véritable enfant ; perpétuellement il la conjure de réfléchir avant de parler. Quand elle lui dit qu'elle voudrait être aimée du peuple, il lui répond qu'elle n'y réussira qu'en se faisant rare, que l'idée de se faire aimer du peuple est une illusion, que ce sentiment ne peut être partagé que dans un cercle très restreint, que toute une nation ne peut que respecter et honorer une grande princesse, et que c'est en réalité ce sentiment qu'on appelle faussement l'amour d'une nation ; qu'on ne peut se le concilier par la familiarité, mais par un strict respect des convenances, en ne descendant jamais au-dessous de son rang. »

Un autre jour, à souper, la princesse lui demande qui serait la meilleure princesse de Galles, d'elle ou de sa belle-sœur ? Lord Malmesbury lui répond qu'elle a ce que n'a pas sa belle-sœur : la beauté et la grace, et que les autres qualités, la réserve, la discrétion, le tact, elle les peut acquérir. « Je ne les ai donc pas ? dit-elle. — Vous ne sauriez en avoir assez. — Mais comment se fait-il que ma belle-sœur, qui est plus jeune que moi, les ait plus que moi ? — C'est qu'elle a été élevée dans les épreuves, et elle a maintenant l'avantage d'avoir mangé son pain bis le premier. —

Je n'apprendrai jamais cela ; je suis trop communicative, trop légère. — Réfléchissez seulement, et vous vous corrigerez. »

Tout le séjour de lord Malmesbury à Brunswick se passe dans ce travail d'éducation. Quand il se met en route pour l'Angleterre avec sa pupille, il continue son œuvre de chaperon. Cette pauvre princesse, sortie de son petit duché et de sa petite cour pour devenir la femme de l'héritier de la couronne de la Grande-Bretagne, fait tout l'effet d'une parvenue. Elle n'a jamais eu d'argent, et ne sait comment s'y prendre pour en dépenser. Elle est comme ces enrichis qui ont peur de se servir de leur voiture. Elle donne un louis pour des billets de loterie ; lord Malmesbury en donne dix de sa part. Puis elle appelle ses femmes : Mon cœur, ma chère, ma petite, ce qui choque beaucoup son mentor, qui la gronde. Cette fois, la princesse se pique ; mais lord Malmesbury n'y fait pas attention. Il donne de l'argent pour elle et dit tout haut « qu'il s'est acquitté de ses ordres. — C'est bien à moi, réplique-t-elle d'un air mécontent, de vous donner des ordres ! » Cependant le chaperon garde toujours le plus grand sang-froid, et la princesse, qui voit qu'elle ne gagne rien à être de mauvaise humeur, finit toujours par se calmer.

Ce malheureux lord Malmesbury est obligé de jouer jusqu'au rôle de femme de chambre. La princesse se piquait de savoir s'habiller vite ; il lui en fait un reproche. Il lui dit que le prince de Galles est très exigeant sur la toilette de propreté, dont elle n'a aucune idée, et le lendemain elle revient très bien lavée du haut en bas. Ici nous citons.

J'ai eu, dit lord Malmesbury, deux conversations avec la princesse Caroline, une sur la toilette, sur la propreté et sur la réserve dans les termes. J'ai tâché, autant que peut le faire un homme, de

la convaincre de la nécessité de beaucoup d'attention dans toutes les parties de son habillement, soit en ce qui se voyait, soit en ce qui était caché. (Je savais qu'elle portait de gros jupons, de grosses chemises et des bas de fil, et encore n'étaient-ils ni bien lavés ni changés assez souvent.)… C'est étonnant comme sur ce point son éducation a été négligée, et combien sa mère, quoique Anglaise, y faisait peu d'attention. Notre autre conversation a été sur la manière légère dont elle parlait de la duchesse (sa mère), se moquant toujours d'elle et devant elle… Elle comprend tout cela, mais elle l'oublie… »

Ce fut, hélas ! en cet état, avec ces gros jupons, avec ces bas de fil, avec cette profonde ignorance de la propreté et ce parfait mépris pour la toilette, que la future reine de la Grande-Bretagne fit son entrée sur cette terre des convenances. Ce n'est pas que le prince son mari se piquât de les observer vis-à-vis d'elle, car la première politesse qu'il lui fit fut d'envoyer au-devant d'elle sa maîtresse d'alors, lady Jersey. La princesse de Galles arrive à Greenwich ; ses voitures se font attendre, parce que lady Jersey n'était pas prête. La maîtresse du prince finit par arriver ; elle trouve la princesse mal mise, et en dit son avis. La réception que le prince fait à sa femme est encore plus curieuse, si curieuse, que nous citerons lord Malmesbury.

« Selon l'étiquette, je lui présentai la princesse Caroline, personne autre que nous n'étant dans la chambre. Elle se disposa, comme je lui avais dit de le faire, à s'agenouiller devant lui. Il la releva (assez gracieusement) et l'embrassa ; il dit à peine une parole, tourna le dos, s'en alla dans un coin de la chambre, et, m'appelant, il me dit « Harris, je ne suis pas bien ; ayez-moi, je vous prie, un verre d'eau-de-vie. » Je lui dis : Monsieur, ne feriez-vous

pas mieux de prendre un verre d'eau ? sur quoi, de très mauvaise humeur, il me dit « Non ; je m'en vais chez la reine. » Et il s'en alla. La princesse, laissée seule, était dans la stupéfaction, et elle me dit : Mon Dieu ! est-ce que le prince est toujours comme cela ? Je le trouve très gros, et nullement aussi bien que son portrait. Je dis que son altesse royale était naturellement très affectée de cette première entrevue, mais qu'elle le trouverait certainement différent au dîner. »

Au dîner, ce fut le tour de la princesse : elle voulut faire de l'esprit, et fut de mauvais goût ; elle lança des volées de plaisanteries assez vulgaires à la princesse de la main gauche, qui était aussi à table, et qui ne disait rien ; mais, dit lord Malmesbury, le diable n'en perdait rien. Cette première entrevue décida du sort des deux nouveaux mariés, et chacun sait ce qui en advint dans l'histoire. Quant à lord Malmesbury, il porta la peine de sa négociation : le prince de Galles ne lui pardonna jamais.

En 1796 et 97, lord Malmesbury fut chargé d'aller à Paris et à Lille pour négocier la paix avec la république française ; nous le suivrons dans cette nouvelle mission.

John Lemoinne.

02

CORRESPONDANCE DIPLOMATIQUE

DU

COMTE DE MALMESBURY.

SA MISSION EN FRANCE.

Diaries and Correspondence of James Harris, first earl of Malmesbury. — London, 1845

DERNIÈRE PARTIE.

Il y eut rarement un négociateur plus spirituel, il n'y en eut jamais peut-être un plus malheureux que lord Malmesbury. Toutes les missions dont il fut chargé se terminèrent par des échecs complets. Nous l'avons vu à Saint-Pétersbourg dépensant pendant plusieurs années beaucoup d'intelligence, de zèle, d'activité, pour aboutir à une déception. Nous le verrons, dans ses deux missions à Paris et à Lille, recueillir, pour autant de peines, aussi peu de succès que par le passé.

Les négociations furent ouvertes deux fois, la première fois à Paris en 1796, la deuxième à Lille en 1797. Bien qu'elles n'aient eu aucun résultat positif, elles sont cependant intéressantes à suivre. C'est comme une rentrée de la France de la révolution dans le monde des gouvernemens officiels. La France était à cette époque, pour le reste de l'Europe, à peu près comme la Chine ; les étonnans bouleversemens qui en avaient changé la face en faisaient un monde nouveau et inconnu, dans lequel on pénétrait pour la première fois ; et, par la correspondance de lord Malmesbury, on peut voir de combien de questions il était accablé sur le nouvel état social établi par la révolution, et quelle curiosité cette grande et mystérieuse merveille inspirait au monde.

Le trait le plus saillant qui ressorte aussi de cette correspondance, celui qui intéresse le plus l'histoire et la politique générales, c'est assurément la preuve convaincante, irréfragable,

qu'on y rencontre à chaque moment, du sincère désir de l'Angleterre, et en particulier de la ferme volonté de M. Pitt, de faire la paix avec la France. Autant cet homme célèbre se montra plus tard ardent pour la guerre, autant il se montrait alors empressé et prêt à tout sacrifier pour conclure la paix. Cela est si vrai, qu'en Angleterre il eut à subir de nombreuses et amères accusations, et il est probable qu'il fût appelé alors le ministre de l'étranger. L'illustre Burke surtout poursuivait de ses plus sanglans sarcasmes la politique pacifique du ministre, et un jour qu'on disait devant lui que le mauvais état des routes en France avait rendu la marche de lord Malmesbury très lente : « Ce n'est pas étonnant, dit-il, il a fait toute la route sur ses genoux. » Lord Malmesbury disait à cette occasion : « Le mot de Burke est trop bon ; j'ai bien peur qu'il ne soit pas oublié. » Un autre jour encore que Burke cherchait à communiquer à Pitt ses craintes sur le propagandisme révolutionnaire de la France, le ministre lui dit : « Oh ! l'Angleterre et sa constitution sont en sûreté jusqu'au jour du jugement ! — Oui, répondit Burke ; mais c'est justement le jour du jugement que je crains. »

Tous les témoignages s'accordent donc pour montrer qu'à cette époque Pitt voulait fermement et réellement la paix. Ce fut lui qui, vers l'automne de 1796, fit faire les premières ouvertures au directoire par l'intermédiaire de M. Rœnemann, ministre de Danemark à Paris. Ces ouvertures furent rejetées assez brusquement, mais le directoire fit néanmoins savoir qu'il donnerait des passeports à un négociateur qui serait nommé officiellement. Les directeurs étaient à ce moment Barras, Rewbell, Laréveillère-Lépaux, Carnot et Letourneur. Lord Malmesbury fut envoyé à Paris au mois d'octobre. Ses instructions étaient d'exprimer au gouvernement français le vif désir du gouvernement anglais de terminer

la guerre par une paix juste et honorable ; mais cette paix ne pouvait être conclue qu'avec le consentement et le concours de l'empereur d'Autriche, l'allié de l'Angleterre. Lord Malmesbury devait, en outre, avoir grand soin de se faire traiter selon les droits et les prérogatives de tout envoyé public, conformément aux usages reçus en Europe.

Cependant, dès son arrivée à Paris, le ministre anglais fut obligé de transiger avec les exigences révolutionnaires. Tout le monde portait la cocarde tricolore, et il était impossible de paraître dans les rues sans cet insigne, que le peuple forçait tous les passans à arborer. Lord Malmesbury en prit son parti. Il écrivit à lord Grenville que jamais les gens de sa suite ne porteraient la cocarde quand il serait dans son caractère officiel, mais que, quand il sortait le matin, il aimait mieux la leur faire porter que de s'exposer à des insultes désagréables. « La faiblesse de ce gouvernement, disait-il, quand il a à lutter contre les dispositions du peuple, est telle que, si j'étais insulté, il ne pourrait pas me donner une réparation satisfaisante. » Lord Malmesbury demandait sur ce point un avis, mais il n'en reçut point. Son gouvernement, ne voulant sans doute ni lui permettre de porter la cocarde, ni le lui défendre, ne lui répondit rien du tout. Ce fut plus tard seulement que M. Canning, qui était son intermédiaire avec Pitt, lui écrivit qu'on ne voulait pas lui donner une réponse à ce sujet, et qu'il ferait mieux de ne pas en attendre, et d'agir comme il le jugerait convenable.

Ce n'est pas pour rien que les Harris papers sont appelés journal et correspondance. Lord Malmesbury y tient en effet un compte journalier des moindres incidens de son existence. Quiconque a lu des impressions de voyage de touristes anglais sait

avec quelle scrupuleuse exactitude y sont consignés les changemens de chevaux et l'appréciation des cuisines, aussi bien que les plus graves événemens historiques. Lord Malmesbury est, sous ce rapport, un parfait modèle. Il écrit tous les soirs ses faits et gestes de la journée. Il est allé aux Italiens. Il a pris une loge pour un mois. Il s'est promené sur les boulevards ; il y avait beaucoup de monde. Il a vu jouer l'Amour et Psyché, un charmant ballet. Les femmes et les enfans le suivent sur la route. Il descend à l'auberge de l'Ange. Très cher. Querelle de deux femmes qui lui demandent l'aumône. Auberge du Cygne. Pas mauvais ; bons lits. Rien de particulier. Bon dîner.

Quelques-unes de ses impressions sont curieuses cependant. Elles révèlent ce profond intérêt dont nous parlions tout à l'heure, et qu'inspirait aux étrangers, aux Anglais surtout, l'état de la France nouvelle. Il regarde tout, écrit tout. À Écouen, une députation des poissardes de Paris vient à sa rencontre avec des musiciens. Les poissardes ouvrent sa voiture pendant qu'il change de chevaux, et y entrent ; elles lui font une harangue, lui présentent des bouquets, et à toute force l'embrassent, lui et ses compagnons. Elles lui souhaitent beaucoup de succès, mais en lui demandant la pièce, ce qui le rend un peu sceptique. La physionomie des campagnes est tracée d'une manière assez pittoresque. « Beaucoup de charrues, dit-il, avaient des chevaux, mais un certain nombre n'avaient que des ânes. Quelques-unes étaient conduites par des femmes, presque toutes par des enfans ou des vieillards. Il est évident que la population mâle a beaucoup diminué, car le nombre des femmes que nous avons vues sur la route surpasse celui des hommes dans la proportion de quatre à un. Le plus grand changement qui m'ait frappé était le silence qui semblait régner partout. Pas de bruit aux relais ; les postillons silen-

cieux ; une immobilité universelle semblait avoir tout envahi. Mais ce n'était pas comme le repos tranquille qui vient du contentement ; c'était plutôt l'effet que la terreur et une crainte perpétuelle avaient produit sur les esprits… Il ne reste des églises que les murailles dans presque tous les villages… Au-dessus de la porte de plusieurs, on lit ces mots : Temple de la Raison ; ou : Le peuple français reconnaît l'Être suprême et l'immortalité de l'ame ; et, à l'entrée des petites villes, on lit sur les murs en grandes lettres : Citoyens, respectez les propriétés et les biens d'autrui ; ils sont le fruit de ses travaux et de son industrie. »

Quant à Paris, lord Malmesbury le trouve peu changé. Il y a seulement moins de voitures et moins d'hommes bien mis. Les femmes, au contraire, sont très en toilette. En sortant du théâtre, lord Malmesbury et ses compagnons se faisaient, à ce qu'il paraît, des politesses pour monter en voiture, et une sentinelle républicaine, fort scandalisée de ces procédés, leur dit : Citoyens, pas de complimens. Une des notes les plus curieuses, c'est celle qui concerne Bonaparte, « homme habile, jacobin enragé, terroriste même. Sa femme, M de Beauharnais, dont le mari a été guillotiné, on l'appelle maintenant Notre-Dame-des-Victoires. »

Telle était la réputation dont jouissait alors le jeune général de l'armée d'Italie. Le jugement que portait lord Malmesbury sur les hommes et sur les choses d'alors est intéressant comme venant d'un étranger et d'un contemporain. En rendant compte à son gouvernement de l'état des partis en France, il les divisait en trois catégories : les conventionnels, les montagnards et les modérés. Ces derniers s'appelaient eux-mêmes les honnêtes gens, et leurs ennemis les surnommaient la faction des anciennes limites. C'étaient eux qui faisaient mettre en liberté les vingt mille prêtres

encore détenus dans les prisons du royaume, et qui demandaient le rappel de la loi portée contre les parens et amis des émigrés. « On s'attend, écrivait lord Malmesbury, à une prochaine et grande révolution dans le gouvernement de la France. Il est certain que la mémoire du dernier malheureux roi n'est plus envisagée avec malveillance, mais plutôt avec des sentimens de compassion et de remords. Le principe de la séparation du pouvoir exécutif et du pouvoir législatif une fois admis, l'attachement à une oligarchie n'est pas de nature à l'emporter long-temps sur les avantages visibles d'une monarchie tempérée. »

Le développement de la petite propriété et de la classe moyenne frappait aussi beaucoup l'envoyé anglais. Les paysans et les petits propriétaires avaient, dès le commencement, refusé de recevoir en paiement les assignats ; et, comme leurs produits étaient des articles de première nécessité, ils avaient insensiblement accumulé, puis caché, une très grande partie du numéraire en circulation. Lorsqu'ensuite était venue la période de dépréciation des assignats, ils s'étaient trouvés en mesure de faire des achats de terres à des prix presque nominaux.

La mission de lord Malmesbury avait débuté, comme on l'a vu, sous des auspices peu encourageans, et elle ne fit pas en effet beaucoup de progrès. Les envoyés anglais n'étaient regardés qu'avec une extrême méfiance ; on semblait les prendre pour des observateurs plutôt que pour des négociateurs. Lord Malmesbury priait instamment son gouvernement de ne lui envoyer aucun nouvel attaché, de peur d'inspirer encore plus d'ombrage.

On sait que l'Angleterre ne voulait pas traiter sans l'Autriche. Le directoire prit fort mal cette prétention, et invita lord Malmesbury à demander à son gouvernement d'autres pouvoirs. La re-

quête du directoire était formulée dans des termes peu polis, mais le gouvernement anglais ne crut pas pour cela devoir rompre les pourparlers. « Si la négociation échoue, écrivit lord Grenville à lord Malmesbury, il faut qu'il soit évident pour le monde que c'est la faute des dispositions hostiles de ceux qui gouvernent la France, » et dans la note qui fut remise au ministre des affaires étrangères, Delacroix, il était dit (en français) « Quant aux insinuations offensantes et injurieuses que l'on a trouvées dans cette pièce (la réponse du directoire) et qui ne sont propres qu'à mettre de nouveaux obstacles au rapprochement que le gouvernement français fait profession de désirer, le roi a jugé fort au-dessous de sa dignité de permettre qu'il y fût répondu de sa part de quelque manière que ce fût. »

Toutefois l'Angleterre continuait à vouloir faire du concours des puissances ses alliées la base de la négociation, et le directoire s'opposait de son côté à toute idée de congrès. Il ne paraissait donc guère possible d'arriver à une conclusion satisfaisante. Delacroix disait qu'on tournait dans un cercle vicieux, et lord Malmesbury écrivait à M. Canning : « Qu'on m'envoie donc un projet. Si j'en reste aux notes, autant vaut me rappeler tout de suite. »

Le gouvernement anglais proposa alors un projet de compensation territoriale, c'est-à-dire qu'il demanda que la France rendit à l'Autriche les provinces belges, s'engageant de son côté à restituer tout ce qu'elle-même avait pris à la France dans les deux Indes, et les îles de Saint-Pierre et Miquelon ; mais le directoire, comme pouvoir exécutif, ne pouvait faire de sa propre autorité des concessions territoriales. « Le directoire, disait Delacroix, n'est que le mandataire de la république, et je ne suis que le man-

dataire du directoire. Nous ne pouvons faire acte de souveraineté. » D'ailleurs, même ce triste gouvernement avait l'instinct de la véritable destinée politique de la France ; il comprenait très bien que le principal terrain de son action et de son influence était le continent. Delacroix disait à lord Malmesbury : « L'Angleterre et la France ont deux buts très différens et très distincts. Votre empire, c'est le commerce. Sa base est dans les Indes et dans vos colonies. Quant à la France, j'aimerais mieux pour elle quatre villages de plus sur les frontières de la république, que l'île la plus riche des Antilles ; et je serais même fâché de voir Pondichéry et Chandernagor appartenir de nouveau à la France. »

Il était clair qu'on ne s'entendrait pas. La France ne voulait se dessaisir ni de la Belgique ni de la rive gauche du Rhin. Le ministre anglais déclarait sans détour que l'Angleterre ne pouvait consentir à ce que la France les gardât. Sur ces entrefaites, l'impératrice Catherine de Russie mourut d'une attaque d'apoplexie. Elle laissait le trône à l'empereur Paul, qui passait pour un ami de la France. Cet événement exerça sans doute quelque influence sur la détermination que prit le directoire de rompre les négociations. Toujours est-il qu'à la suite d'une longue et infructueuse conférence avec Delacroix, lord Malmesbury reçut l'invitation d'avoir à quitter Paris avant quarante-huit heures. La note de Delacroix disait : « Et attendu que le lord Malmesbury annonce à chaque communication qu'il a besoin d'un avis de sa cour, d'où il résulte qu'il remplit un rôle purement passif dans la négociation, ce qui rend sa présence à Paris inutile et inconvenante, le soussigné est en outre chargé de lui notifier de se retirer de Paris dans deux fois vingt-quatre heures, avec toutes les personnes qui l'ont accompagné et suivi, et de quitter de suite le territoire de la répu-

blique. Le soussigné déclare, au surplus, au nom du directoire exécutif, que, si le cabinet britannique désire la paix, le directoire exécutif est prêt à suivre les négociations, d'après les bases indiquées dans la présente note, par envoi réciproque de courriers. »

Lord Malmesbury partit immédiatement, le 20 décembre 1796. L'insuccès de sa négociation servit de texte à Fox pour attaquer le ministère anglais dans le parlement. Le roi envoya aux deux chambres un message le 26 décembre, avec les papiers relatifs à la négociation, et une motion de Pitt fut adoptée à une grande majorité malgré les efforts de Fox et d'Erskine. Deux jours avant que lord Malmesbury quittât Paris, Hoche s'embarquait pour tenter la descente en Irlande, pendant que Bonaparte poursuivait en Italie le cours de ses victoires.

Nous avons dit que M. Pitt, à l'époque où lord Malmesbury fut envoyé à Paris, puis à Lille, avait voulu réellement, sincèrement, la paix avec la France. Nous savons que l'opinion contraire a été répandue et s'est établie sous les autorités les plus populaires, et qu'elle a prévalu jusqu'ici presque sans contrôle ; mais des témoignages nombreux, qui ne sont nulle part plus positifs que dans les mémoires dont nous parlons en ce moment, ne peuvent laisser aucun doute sur les intentions réelles de l'homme d'état qui gouvernait alors l'Angleterre, et en présence de pareilles preuves c'est un devoir à remplir envers la vérité et la conscience historiques que de rétablir l'exactitude des faits.

Nous sommes loin, du reste, de vouloir attribuer ces dispositions de M. Pitt à un sentiment d'amitié pour la France. Cet homme célèbre, qui, comme son père, lord Chatham, portait le sentiment national jusqu'à l'exaltation romaine, était animé en cette occasion, comme en toutes les autres, par l'intérêt de l'An-

gleterre. Qu'on se rappelle en quelle situation se trouvait alors la Grande-Bretagne. Elle avait perdu presque tous ses alliés, dont plusieurs étaient devenus ses ennemis. Paul I, qu'on croyait un ami de la France, venait de monter sur le trône de Catherine. L'expédition française en Irlande avait échoué, il est vrai, et le tout s'était borné, comme le disaient les faiseurs d'esprit de Paris, à une insurrection de pommes de terre ; mais l'état intérieur de l'Angleterre n'en était pas moins effrayant. Elle pliait déjà sous le poids d'une dette énorme ; Pitt faisait suspendre, par un ordre du conseil privé, les remboursemens en numéraire, et faisait, quelque temps après, consacrer cette mesure radicale par une loi.

Ce n'est pas tout : à ce moment, la convulsion intérieure la plus grave peut-être que l'Angleterre ait jamais eu à subir éclatait dans les fondemens même de sa puissance, dans sa marine. Une révolte se déclarait presque en même temps dans l'escadre de Porstmouth et celle de la Nore. Pendant plusieurs semaines, les rebelles, maîtres absolus de la flotte, le furent aussi de la fortune de l'Angleterre. La tempête passa, mais le gouvernement anglais dut se souvenir avec terreur du danger qu'il avait couru.

L'Angleterre avait donc besoin de la paix. La voix publique la demandait, et M. Pitt la désirait sérieusement. Ce fut lui qui voulut recommencer les négociations ; lord Grenville, le ministre des affaires étrangères, combattit longuement son opinion, mais Pitt persista, déclarant à plusieurs reprises « qu'il était de son devoir, et comme ministre anglais et comme chrétien, de faire tous les efforts possibles pour mettre un terme à une guerre aussi sanglante. »

Pendant tout le cours de la négociation de lord Malmesbury, on voit se continuer cette lutte intestine entre lord Grenville et

Pitt, qui avait pour confident, pour interprète et pour auxiliaire, M. Canning. Il y a, dans les papiers de lord Malmesbury, une lettre de George Canning à M. Ellis, un des attachés à la mission, qui est une preuve éclatante de tout ce que nous venons de dire. C'est une sorte de cri de désespoir et de sauve qui peut échappé dans un moment de crise et de solitude. Il fallait que l'Angleterre fût dans une situation bien critique pour que Canning pût écrire des paroles comme celles-ci :

« Si je vous écrivais le 13 décembre dernier au lieu de ce présent 13 de juillet, aurais-je pu supporter la pensée de renonciations et de restitutions, sans concessions pour les balancer et les compenser ? Mais nous ne pouvons pas, et nous ne devons pas nous dissimuler à nous-mêmes notre situation. S'il est possible d'avoir la paix, il nous la faut. Je crois fermement qu'il nous la faut, et c'est une conviction qui se fortifie chaque jour. Quand Wyndham me dit que non, je lui dis : « Pouvons-nous avoir la guerre ? » C'est hors de question ; nous n'en avons pas les moyens, et, ce qui est de tous les moyens le plus essentiel, nous n'en avons pas le cœur. Si nous ne sommes pas en paix, nous ne serons en rien du tout… Quant à moi, j'ajourne mes idées d'honneur et de grandeur pour ce pays-ci au-delà du tombeau de notre importance militaire et politique, que vous êtes en ce moment à creuser à Lille. Je crois en notre résurrection, et c'est là ma seule consolation. »

Canning ajoutait, il est vrai : « Bien que je prêche la paix aussi violemment, ne croyez pas que je sois prêt à prendre n'importe laquelle vous pourrez offrir. » Mais il finissait par dire : « Nous ne pouvons rompre que pour quelque chose qui nous arrachera du sommeil et de la stupidité pour nous rendre à une nouvelle vie

et à l'action, quelque chose « qui créera une ame sous les os de la mort, » car nous sommes maintenant sans ame et sans cœur. »

Quelques années plus tard, alors que Napoléon arrivait à l'apogée de sa fortune, un autre Anglais célèbre, Walter Scott, jetait aussi un cri d'épouvante presque semblable à celui de Canning. Il écrivait à l'historien Mackintosh que c'en était fait de la civilisation, que le monde était livré à l'étoile du soldat vainqueur, et qu'il ne restait plus aux amis de la liberté qu'à se réfugier dans quelque coin retiré du globe. Canning, il est vrai, était, lui aussi, un poète ; cependant il était déjà dans les affaires publiques quand il écrivit cette lettre, et il devint depuis premier ministre, et, pour qu'un homme politique confessât avec un tel désespoir qu'il n'espérait plus qu'en la résurrection de son pays, il fallait que ce pays lui-même fût alors dans une situation bien précaire.

Nous pourrions multiplier ici les citations pour montrer avec quelle sincérité M. Pitt devait désirer et désirait en effet la paix avec la France ; mais ces preuves se présenteront naturellement dans le cours de la négociation.

Il y eut d'abord quelques hésitations sur le choix du négociateur. Les relations établies à Paris entre Delacroix, le ministre des affaires étrangères du directoire, et lord Malmesbury, dans la première négociation, ne s'étaient pas terminées assez poliment pour qu'il fût très agréable à aucun de ces deux personnages de se retrouver mutuellement en présence. Le directoire crut même devoir exprimer au gouvernement anglais l'opinion qu'un autre choix que celui de lord Malmesbury lui eût paru d'un plus heureux augure pour le succès de la négociation. Toutefois le gouvernement anglais s'en tint à sa première résolution, et d'ailleurs

cette difficulté personnelle se trouva aplanie par le choix de la ville de Lille pour siége des conférences. Lord Malmesbury n'eut ainsi affaire qu'à des commissaires, et non à Delacroix lui-même.

Les commissaires du directoire étaient Letourneur, l'amiral Pléville le Peley et Maret, depuis duc de Bassano : le secrétaire de la commission, assistant aux séances, était Colchen ; mais on verra plus tard que la véritable négociation fut une négociation secrète qui s'engagea entre le ministre britannique et Maret, qui était le représentant et l'organe de la portion pacifique du directoire.

Lord Malmesbury avait comme attachés à sa mission M. George Ellis, lord G. Leveson, depuis lord Granville, et longtemps ambassadeur à Paris, et M. Wellesley, aujourd'hui lord Cowley et ambassadeur à Paris.

Cette fois, lord Malmesbury fut mieux reçu qu'il ne l'avait été la première, lors de son voyage à Paris. Les autorités des différentes villes par lesquelles il passa vinrent au-devant de lui pour le complimenter, et dès la première conférence les commissaires tinrent le langage le plus conciliant, et exprimèrent le désir et l'espoir d'arriver à une heureuse conclusion.

Les bases des propositions de l'Angleterre étaient celles-ci. Lord Malmesbury passait cette fois sous silence, comme faits accomplis, les conquêtes de la France en Belgique, en Allemagne, en Italie ; il offrait la restitution des colonies françaises prises par les Anglais. D'un autre côté, il demandait, à titre de compensation, la cession de quelques-unes des colonies prises par l'Angleterre à l'Espagne et à la Hollande, alliées de la France, la Trinité, le Cap, Trinquemale, Ceylan, Cochin ; il demandait en outre

qu'une indemnité fût donnée au prince d'Orange, et que le Portugal, l'allié de l'Angleterre, fût compris dans le traité.

Les commissaires français commencèrent par poser des conditions qui faillirent rompre la négociation. Ils demandèrent d'abord que les souverains de la Grande-Bretagne renonçassent à prendre le titre de rois de France, qui se trouvait précisément dans le préambule du traité. Ce n'était, il est vrai, qu'un vain titre, et dans les traités avec la France on insérait habituellement un article séparé pour déclarer que ce titre n'impliquait aucun droit ; néanmoins les commissaires insistaient pour qu'il fût effacé.

La seconde demande était celle de la restitution des vaisseaux pris ou détruits à Toulon, ou d'une indemnité pour leur perte. Lord Hood, en recevant les vaisseaux français à Toulon, avait déclaré qu'il les gardait seulement en dépôt pour le gouvernement que reconnaissait l'Angleterre, et qui était alors celui des Bourbons. Or, disaient les commissaires, puisque sa majesté britannique reconnaît la république, elle admet que le gouvernement français est investi d'un droit de souveraineté, par conséquent elle doit compte de son dépôt à la république.

La troisième demande était relative à une hypothèque que l'on supposait avoir été réservée par l'Angleterre sur les Pays-Bas, au nom de l'empereur d'Autriche, pour de l'argent prêté.

Lord Malmesbury se borna d'abord à faire ses réserves sur ces trois réclamations. La dernière fut, du reste, promptement réglée, lord Grenville ayant déclaré que le gouvernement anglais n'avait aucune intention de demander au gouvernement français ni l'intérêt ni le capital d'un emprunt qui était hypothéqué sur

tous les revenus de l'empereur d'Autriche sans désignation spéciale.

Il n'en fut pas de même sur les deux autres points. Quant au titre de roi de France, lord Malmesbury représentait qu'il n'affectait ni les intérêts ni la sécurité de la république ; que de pareils titres avaient toujours été considérés comme indélébiles, et comme de simples mémoriaux d'anciennes grandeurs ; que les rois de Sardaigne, de Naples, en avaient de même espèce. M. Canning écrivait à M. Ellis : « Quant au titre de roi de France, j'incline à croire avec vous que, si l'on raisonne là-dessus sérieusement, nous serons battus sur les argumens, et que nous ferions mieux de chercher quel serait le mode de renonciation le plus imaginatif et le plus innocent. Notre meilleure chance est que cette question frivole soit en dernier lieu absorbée dans les considérations plus importantes du projet (de traité) et de son commentaire, et que si on arrive à un traité, ou à peu près, en peu de temps, vous puissiez, dans l'ardeur de l'action, sauter par-dessus les affaires de pure forme, et alors faufiler à la fin votre vieil article apologétique (d'excuse) sans qu'on y fasse beaucoup d'attention. »

Lord Grenville, de son côté, écrivait à lord Malmesbury qu'on pourrait se servir dans le traité seulement du mot de « sa majesté britannique, » mais en conservant le titre de roi de France dans les pleins pouvoirs, dans la ratification, et dans les autres documens venant du gouvernement anglais, et qu'on pourrait ajouter à l'article séparé quelques mots déclarant que l'usage de ce titre n'impliquait en rien une objection du roi d'Angleterre à la reconnaissance d'une forme de gouvernement républicaine en France.

En fait, cette difficulté de forme embarrassait passablement le gouvernement anglais, non pas tant à cause de l'importance qu'il pouvait attacher à un titre inutile qu'à cause de cette ténacité traditionnelle avec laquelle les Anglais adhèrent aux précédens. « Abandonner formellement ce titre ! écrivait Canning, mais les Français savent-ils ce que cela signifie ? Qu'il faudra changer toutes les formes officielles dans toutes les procédures civiles du royaume ; que ce changement même ne peut être fait que par un acte du parlement ; qu'agir autrement serait un acte de haute trahison, une violation de l'acte de règlement qui est pour nous ce qu'est pour eux leur acte de constitution, ou du moins peut être représenté comme tel sans beaucoup d'exagération ! »

La question de la restitution de la flotte paraissait, au début, n'offrir pas moins de difficultés. En somme, comme le traité ne fut pas conclu, ces discussions n'aboutirent à rien.

La négociation allait, du reste, devenir encore plus difficile par suite des exigences nouvelles manifestées par le directoire. Le gouvernement britannique, comme bases du projet de traité, laissait à la France ses conquêtes, et lui restituait presque toutes celles qu'il avait lui-même faites sur elle. Certes, les conditions étaient brillantes ; mais le directoire voulut plus : il demanda que l'Angleterre restituât aussi tout ce qu'elle avait pris aux Espagnols et aux Hollandais. Il prétendait être lié à cet égard par des traités secrets, et la note des commissaires disait : « Le gouvernement français, ne pouvant se défaire des engagemens qu'il a contractés par ces traités, établit, comme préliminaire indispensable de la négociation pour la paix avec l'Angleterre, le consentement de sa majesté britannique à la restitution de toutes les possessions qu'elle occupe, non-seulement sur la république

française, mais encore et formellement sur l'Espagne et la république batave. »

En réponse aux reproches de lord Malmesbury, les commissaires déclarèrent qu'ils avaient ignoré eux-mêmes jusqu'à ce moment l'existence de ces traités secrets, et qu'ils n'agissaient que d'après de nouveaux ordres du directoire. Toutefois lord Malmesbury, qui ne voulait pas rompre, fit demander des instructions à sa cour.

Les prétentions du directoire n'étaient pas de nature à fortifier le parti de la paix dans le cabinet britannique. Pitt et Canning étaient toujours dans les mêmes dispositions. Canning écrivait à un de ses oncles : « Pas de courrier de Lille encore. C'est un intervalle d'anxiété et d'impatience qui m'empêche de penser, d'écrire, de parler d'autre chose. Je me lève, je me couche, je mange, je bois, je sors avec rien que ce courrier dans ma tête, et toute la journée je n'entends rien autre chose que : Eh bien ! pas encore arrivé ? Quand viendra ce courrier, et qu'apportera-t-il ? Sera-ce la paix ? »

Pitt partageait les vœux de Canning ; lord Grenville l'avait même soupçonné de chercher dans l'opinion publique un appui contre l'opposition qu'il lui faisait dans le cabinet, et il avait fait prendre dans le conseil une résolution obligeant ses membres au secret le plus absolu sur tout ce qui concernait la négociation. Cette résolution, disait Canning, avait été suggérée par lord Grenville pour lier la langue de Pitt, et il écrivait à lord Malmesbury : « Ce sera la faute des Français, s'ils n'ont pas une paix à d'aussi bonnes conditions qu'ils peuvent raisonnablement le désirer. Mais s'ils veulent être non-seulement exigeans in re, mais encore offensans et insultans in modo, même le désir de paix

qu'il y a ici et la difficulté de faire la guerre, si grands qu'ils soient l'un et l'autre, doivent céder à la conviction que, bien qu'acheter la paix à un haut prix puisse être un déshonneur qui laisse encore vivre, se soumettre à la loi du directoire si insolemment dictée, même dans une circonstance de peu d'importance, serait marcher, à travers le déshonneur, à la destruction… Quant à présent, leurs demandes sont tellement extravagantes, que je ne puis les croire sérieuses. Et pourtant que peuvent-ils vouloir ? Dites-le-nous sincèrement et vite. »

La négociation n'était donc pas en voie de succès, et elle eût été probablement rompue dès cet instant, si elle n'eût été reprise sur un autre terrain. Ce fut alors que s'établirent entre Maret et le plénipotentiaire anglais ces relations secrètes qui seront désormais les seules sérieuses, et qui auraient eu sans doute une issue favorable, si le parti de la paix en France n'avait été renversé par une révolution intérieure.

Le 14 juillet, un Anglais appelé Cunningham, qui résidait à Lille depuis plusieurs années, vint trouver un des attachés de la mission, M. Wellesley. Il lui montra une note qu'il disait tenir d'un nommé Pein, proche parent de Maret, et qui était ainsi conçue : « Il serait peut-être nécessaire que, pour presser la négociation, lord Malmesbury eût les moyens de s'entendre et préparer les matières avec la personne qui est vraiment la seule en état de conduire l'affaire ; dans ce cas, on pourrait ménager au lord Malmesbury un intermédiaire qui a la confiance entière de la personne en question, et qui, comme elle, n'a d'autre but que l'intérêt de tous, et un arrangement également convenable. » À la suite de cette communication, il fut convenu qu'une conférence aurait lieu le soir même entre M. Ellis et Pein. Dans cette entre-

vue, Pein déclara « que les opinions de Maret sur tous les sujets politiques étaient très différentes de celles des autres plénipotentiaires, qu'il était l'ami intime de Barthélemy (un des directeurs) qui l'avait fait nommer un des commissaires pour traiter de la paix avec l'Angleterre, que par conséquent ses sentimens ne pouvaient être douteux, car il était bien connu que Barthélemy désirait sincèrement le rétablissement de la paix. » Pein ajouta que Maret n'avait pas grande confiance dans la bonne volonté du directoire, mais que l'opinion publique était pour la paix, et que l'important était de gagner du temps.

Les communications secrètes s'établirent ainsi rapidement. Lord Malmesbury eut une preuve de l'intelligence qui régnait réellement entre Maret et Pein par un signe convenu entre eux. Maret prenait son mouchoir dans une poche, le passait sur sa figure, puis le remettait dans l'autre poche. Il y avait aussi des noms de convention dont lord Malmesbury se servait dans sa correspondance. Letourneur s'appelait sir Gregory ; Pein, Henri ; Maret, William ; Talleyrand, Edward. Cette seconde négociation fut aussi cachée à la plus grande partie des membres du cabinet anglais. M. Pitt seul avec lord Grenville, ministre des affaires étrangères, et M. Canning en eurent connaissance. Cela était souvent fort embarrassant pour lord Malmesbury, obligé d'écrire deux dépêches, une pour ceux qui étaient dans le secret, et l'autre pour le reste du cabinet.

Àla même époque, il y eut un remaniement dans le ministère français. Pléville le Peley fut rappelé de Lille pour être fait ministre de la marine, et, ce qui était plus important, Delacroix, qui avait toujours manifesté des dispositions si peu conciliantes, fit place, dans le département des affaires étrangères, à Talleyrand.

Néanmoins le parti de la révolution et de la guerre dominait encore dans le directoire, où Barras, Rewbell et Laréveillère-Lépaux formaient la majorité contre Carnot et Barthélemy. La lutte s'engageait de plus en plus entre eux et les conseils. Barthélemy écrivait à Maret que Paris était dans une crise abominable, et, jusqu'à ce qu'on en fût sorti, il était difficile de négocier sérieusement. Aussi lord Malmesbury écrivait-il à Londres que le sort de la négociation dépendait bien moins des conférences de Lille que de ce qui pouvait survenir à Paris.

Barthélemy et Maret désavouaient les prétentions émises par le directoire au sujet des engagemens secrets avec l'Espagne et la Hollande.

Pein montra à M. Ellis une lettre de Barthélemy dans laquelle il disait : « Comment, avec du sens commun, peut-on insister sur un raisonnement aussi absurde, dans un temps où la paix nous est absolument nécessaire, et où nous sommes sûrs de la faire glorieuse ? Cependant cela est. Vous ne sauriez vous figurer la jalousie, les sottes préventions de certaines gens. » C'est à Maret que cette lettre était adressée. M. Canning envoyait aussi à M. Ellis copie d'une petite note écrite par Talleyrand à un de ses amis d'Angleterre, M. Robert Smith, et qui disait :

« J'ai reçu aujourd'hui seulement le résultat des conférences de Lille depuis vos dernières dépêches. Il est vrai que je le connaissais un peu avant.

« Je suis prêt, et aujourd'hui je me mettrai en campagne. Ce soir j'aurai une idée, sinon une résolution.

« J'ai bonne volonté, mais j'ai beaucoup à réparer et à faire. Il faut prendre patience. Adieu. »

En même temps, l'agent secret protestait tellement des intentions pacifiques et de Maret et de Talleyrand et de Barthélemy, que les Anglais ne pouvaient s'empêcher d'y croire, et M. Ellis écrivait à Canning : « Sérieusement, ce directoire est un corps si singulier, et cette nation est une nation si étrange, que j'ai encore des doutes ; mais pourtant cette lettre contient des motifs raisonnables d'espérer. »

Les doutes de M. Ellis et ceux de lord Malmesbury n'étaient pas sans fondement, car, malgré leurs protestations et leur bonne volonté peut-être, les agens de la négociation secrète n'aboutissaient à aucun résultat positif. La lutte engagée à Paris ôtait toute sécurité à leurs démarches. Le parti militaire paraissait prêt à se porter à toutes les extrémités. Le progrès de cette lutte est curieux à suivre dans les dépêches de lord Malmesbury : « D'après la position des deux grands partis dans ce pays, écrivait-il à lord Grenville, on pourrait croire que Paris doit être à ce moment dans un état d'appréhension et d'alarme. Tout au contraire, la plus grande dissipation y règne. On dirait que la politique du directoire est d'essayer d'arracher les esprits de la nation à toute réflexion, en lui donnant toute sorte d'amusemens pour captiver soit son amour du plaisir, soit sa curiosité, et la légèreté incurable des Français le sert beaucoup en cette occasion. Il règne cependant une profonde inquiétude parmi les hommes d'argent et les négocians sérieux. Ils redoutent la continuation de la guerre, sachant bien que la seule ressource du pays est un emprunt forcé… En fait, dans l'état présent des partis, ils semblent avoir oublié qu'ils ont un ennemi étranger. »

Le temps se passait ainsi dans des alternatives d'espérance et de découragement. M. Ellis avait avec Pein de nombreuses entre-

vues, dans lesquelles celui-ci faisait toujours bon marché du directoire ; mais rien de positif ne sortait de ces éternels pourparlers. Maret venait, au spectacle, trouver lord Malmesbury dans sa loge ; il traitait fort légèrement la révolution, affectant de dire : Du temps de la révolution, ou bien Maintenant que la révolution est finie. Un autre jour, il disait de Delacroix que c'était un jacobin effréné, que le principe de ces gens-là était de tout révolutionner à coups de canon, sans savoir le pourquoi. Il disait aussi que, jusqu'à ce qu'il fût arrivé (Delacroix) au ministère, tous les anciens chefs de bureau du département des affaires étrangères étaient restés en place pendant tout le règne de la terreur, mais qu'il les avait destitués ; que Talleyrand voulait replacer quelques-uns des anciens commis, Rayneval et d'autres.

En attendant, le directoire faisait ses affaires. Il venait de porter un coup fatal à l'Angleterre en amenant le ministre de Portugal à conclure un traité séparé avec la France. Le traité stipulait, de la part de la cour de Lisbonne, le refus d'approvisionnemens à la flotte anglaise, et l'exclusion des vaisseaux anglais, au-delà d'un certain nombre, des ports portugais. L'Angleterre considérait ce traité comme contraire aux engagemens du Portugal envers elle, et se déclarait prête à s'y opposer. Lord Grenville y vit une preuve manifeste de la fausseté des assurances du gouvernement français. M. Pitt ne pouvait guère considérer la chose sous un meilleur aspect ; toutefois il ne désespérait pas encore entièrement, et il écrivait à lord Malmesbury : « Je sens la nécessité de faire une halte ; cependant j'avoue que je ne suis pas aussi découragé que certains autres. Je crois que c'est un jeu naturel, quoique peu digne, de la part de ceux avec qui nous négocions ; mais je ne crois pas que, si d'autres points pouvaient être réglés, cela dût empêcher la paix. »

Mais lord Malmesbury lui-même avait perdu, cette fois, tout courage. L'affaire du Portugal l'avait tout-à-fait déconcerté, ainsi qu'on peut le voir dans cette lettre qu'il écrivait à M. Canning : « Vous verrez mes lettres particulières à lord Grenville ; elles parleront pour elles-mêmes. J'ai senti toutes les horreurs de la vilenie d'Aranjo (le ministre de Portugal) dès que j'en ai eu connaissance ; mais je désire je ne sais comment que vous ne les sentiez pas là-bas, et que vous laissiez à la Providence le soin de réparer cette œuvre du diable ; car je ne sais qui le pourra, si ce n'est pas la Providence... Que faire si sa majesté très fidèle a déjà ratifié ? Devenir fou comme elle ! »

Lord Malmesbury voyait juste à la fin. Les affaires se gâtaient de plus en plus ; tout dépendait de Paris, et Paris était dans le trouble et à la veille d'un changement que chacun pressentait. L'argent tenait une certaine place dans cette anarchie. Lord Malmesbury eut à ce sujet avec Maret une curieuse conversation que nous le laisserons raconter. « Comme il (Maret) me lisait une lettre assez courte de Guiraudet, je le vis en mettre une beaucoup plus grande dans sa poche, qu'il en avait tirée en même temps. Il me dit d'un air triste : « Ceci regarde mes affaires particulières, qui sont très dérangées par des vols qu'on m'a faits, tant chez l'étranger qu'en France. » Je dis que « je comptais bien que l'ambassade d'Angleterre réparerait tout cela, » et, sans attendre sa réponse, je m'étendis sur l'extrême importance d'avoir pour cette ambassade une personne bien disposée et à tête calme, une personne qui, comme lui, eût les usages du grand monde, l'habitude des affaires, et aussi fût sans préjugés. Je vis que cela lui faisait plaisir. Il affecta de la modestie et de la défiance de lui-même, mentionnant Talleyrand et Chauvelin comme les hommes qu'il fallait. Je dis que Talleyrand ne quitterait sûrement pas les fonc-

tions qu'il occupait, et que Chauvelin n'était pas en mesure. Maret fut de cet avis, et il insinua que, s'il était demandé, cela servirait sa nomination. Il me conta alors toute l'histoire de ses deux voyages en Angleterre en 1792 et 1793, et ses rapports avec Lebrun. Il me dit que M. Pitt l'avait bien reçu, et que l'insuccès de sa négociation pouvait être attribué au gouvernement français, qui était décidé à la guerre ; que la grande et décisive cause de la guerre était « quelques vingtaines d'individus marquans et en place qui avaient joué à la baisse dans les fonds, et avaient porté la nation à nous déclarer la guerre. » Ainsi, dit-il, nous devons tous nos malheurs à un principe d'agiotage. »

Il paraît que, dès le commencement de la négociation, un individu était venu trouver lord Malmesbury, se disant envoyé par Barras, pour dire que, si le gouvernement anglais voulait lui donner (à Barras) 500,000 livres sterling (12,500,000 francs), il assurerait la conclusion de la paix. Lord Malmesbury, croyant que la proposition n'était pas autorisée par Barras, et craignant que ce ne fût un piège, n'y fit pas attention. Une autre proposition fut faite plus tard ; lord Malmesbury la mentionne ainsi dans son journal : « Un M. Melville, de Boston en Amérique, refait cette offre pour Barras. Il dit qu'il a fait la paix avec le Portugal avec de l'argent (10 ou 12 millions) donné au directoire. Il nous propose 15 millions. Naturellement son offre a été rejetée… Ellis l'a vu deux fois. Il dit que Laréveillère-Lépaux ne prendrait pas d'argent, mais que Barras et Rewbell en prendraient. »

Pendant que tout se préparait à Paris pour renverser les projets du parti de la paix, lord Malmesbury, bien que découragé, luttait encore avec une sorte d'amour-propre d'auteur. Lord Grenville, qui avait toujours été contraire à la négociation, voyait

triompher ses prédictions, et entraînait insensiblement M. Pitt. Lord Malmesbury écrivait confidentiellement à M. Canning que, si on le laissait à Lille avec l'intention secrète de ne rien conclure, il préférait donner sa démission. « Cependant, disait-il, j'espère que je me trompe, et que le parti de la guerre dans le cabinet n'a pas surpris la religion du parti de la paix, que je ne serai pas appelé à faire des démarches pénibles, et que je pourrai continuer cette négociation avec la sécurité et la confiance que j'ai toujours ressenties en agissant sous la direction de M. Pitt. »

Et il écrivait encore : « Pour l'amour du ciel, empêchez que le seul homme en Angleterre, peut-être en Europe, qui, voyant juste, peut agir efficacement, soit entraîné à abandonner le principe qu'il a posé il y a deux mois. Qu'il ne se laisse pas abuser par de faux rapports sur un changement dans la situation et les sentimens de ce pays. »

Lord Malmesbury, comme on le voit, espéra jusqu'au dernier moment arriver à un résultat heureux ; mais la nouvelle révolution depuis si long-temps imminente éclata à Paris, et le coup d'état du 18 fructidor vint détruire de fond en comble l'œuvre des négociateurs. Le plénipotentiaire anglais était très exactement renseigné sur ce qui se passait à Paris, comme le prouvent les lettres qu'il recevait. Dans une de ces lettres, anonyme, et datée de Paris, le 17 fructidor, il était dit (en français) :

« Talleyrand est toujours persuadé que le directoire fera la paix avec l'Angleterre, à peu près aux conditions déjà énoncées, pourvu que nous n'ayons pas ici auparavant une explosion ; car s'il y en avait une, comme, vu le dénuement des forces des deux conseils et la non-formation de la garde nationale, la victoire resterait presque certainement au directoire, qui a pour lui les nom-

breuses troupes de Paris et des environs, les dispositions actuelles du directoire changeraient presque infailliblement relativement à la paix avec l'Angleterre… Je vous donne pour certain que Rewbell et Barras se sont, il y a deux jours, presque formellement déclarés à cet égard. Je tiens de part sûre qu'ils ont dit que sans les tracasseries des conseils ils ne se montreraient pas si faciles pour la paix avec l'Angleterre… Mais ne perdez pas de vue que ce n'est qu'une hypothèse, dans le cas où il y aurait combat et triomphe pour eux ; car, tant qu'il y aura lutte, ils persistent à croire que les deux paix (avec l'Angleterre et avec l'Autriche) valent mieux pour eux… Laréveillère, d'ailleurs, les y forcerait, comme il l'a fait pour Mantoue, en se joignant à Carnot et à Barthélemy pour ce seul objet, car, lui, il croit la paix nécessaire avec l'Angleterre et l'Autriche. Il préfère les cessions à la guerre. Vous n'avez pas d'idée à quel point il est jaloux de l'honneur de mettre son nom, comme président du directoire, au bas de la paix générale. Ces petits calculs d'amour-propre influent souvent beaucoup sur la destinée des états. Rewbell et Barras haïssent l'Angleterre comme un ennemi personnel, parce que l'orgueil anglais est le seul qui n'ait pas ployé devant le leur ; les jacobins ont tous le même sentiment contre une puissance qui les a toujours molestés et tourmentés…

« … Pendant que les conseils baissent leur ton, le directoire en prend un plus audacieux que jamais. Il parle avec une assurance qui annonce qu'il croit la victoire certaine, s'il est attaqué, ou s'il se décide à attaquer. Et, en effet, les trois directeurs n'ont plus la moindre inquiétude sur le moment actuel. Ils défient tout, ils bravent et provoquent partout ; ils ne placent que des hommes dévoués ; ils destituent, dans le militaire comme dans les administrations, tous ceux sur lesquels ils ne comptent pas absolu-

ment ; ils se sont déterminés à ne faire aucun cas de toute opinion qui n'est pas celle de leur parti. Ils redoutent bien les journaux, qui sont presque tous contre eux et pour les conseils ; mais ils ne laissent pas pénétrer les journaux jusqu'aux armées, qui sont aujourd'hui à leurs yeux tout le peuple français, et, pour tâcher de contrebalancer cette influence des journaux, ils commencent à multiplier les écrits et surtout les placards en sens contraire, et mis à la portée du vulgaire. Ils voudraient bien réchauffer dans la multitude le fanatisme révolutionnaire, mais jusqu'ici dans Paris (car c'est de là que tout dépend et a dépendu depuis la révolution) la multitude, sans appeler l'ancien régime, comme on le suppose à tort, reste inerte et indifférente entre tous les partis.

« Nous sommes, en un mot, dans une situation sous plusieurs rapports pareille à celle qui précéda et suivit le 31 mai, lorsque le parti qui avait pour lui l'immense majorité nationale fut vaincu par la minorité détestée, mais active, fanatique et résolue à tout. S'il y avait un combat, le résultat serait le même après des résistances qui ne seraient pas plus efficaces que l'insurrection départementale d'alors ; la différence est qu'au lieu du régime révolutionnaire, nous aurions le régime militaire, qui serait aussi dur, mais moins sanglant, jusqu'à ce que la guerre civile vînt à éclater entre les généraux divisés. »

Nous avons cité assez longuement cette curieuse lettre, parce qu'elle trace un tableau fidèle de la situation intérieure, et que les conséquences du coup d'état du 18 fructidor y sont prévues avec une grande justesse.

La nouvelle révolution de Paris fut, comme nous l'avons dit, fatale à la négociation. Maret et ses collègues furent rappelés et

remplacés par Treilhard et Bonnier d'Alco. Après quelques pourparlers, les nouveaux commissaires demandèrent à lord Malmesbury s'il avait des pouvoirs suffisans pour stipuler la restitution à la république et à ses alliés de toutes les possessions conquises par l'Angleterre, et, sur sa réponse négative, ils lui signifièrent qu'il eût à se retirer dans les vingt-quatre heures vers sa cour pour aller chercher ces pouvoirs.

Lord Malmesbury quitta Lille le 18 septembre. Canning écrivait le 19 à un de ses parens cette courte note :

« Voulez-vous savoir de mauvaises nouvelles avant tout le monde, sous la condition de n'en rien dire de tout le jour ?

« Sachez alors que j'ai appris ce matin que lord Malmesbury et ses compagnons sont en route pour revenir. Cette révolution maudite a déjoué nos bonnes intentions pour cette fois. Elle ne les déjouera pas finalement. »

Une dernière lettre confidentielle de Canning donnera une dernière preuve de la sincérité des assurances pacifiques de M. Pitt et de ses amis :

« Je suis très occupé, écrivait Canning à son oncle, M. Legh ; il y a toute la correspondance de lord Malmesbury à préparer pour la publication, afin de prouver à tout le genre humain combien peu c'est notre faute si nous n'avons pas la paix en ce moment. Nous en avons été à deux doigts (en anglais à un cheveu). Rien que cette révolution maudite de Paris, et l'arrogance sanguinaire, insolente, implacable et ignorante du triumvirat, ont pu nous en empêcher. Si le parti modéré avait triomphé, tout aurait bien été, non-seulement pour nous, mais pour la France, pour l'Europe, pour le monde. Tel que cela est, si c'est une consolation, c'est pire

pour le monde en général, pour toute l'Europe, et surtout pour la France, que pour nous… Ce n'est pas un différend sur telles ou telles conditions, c'est une détermination bien arrêtée de ces trois drôles de directeurs (scoundrelly directors) de rejeter toute chance de paix, qui a mis fin à la négociation. Rien autre n'aurait pu le faire. »

Ce fut ainsi que les négociations pour la paix furent définitivement rompues. Il est inutile, il serait puéril de rechercher quel aurait pu être le cours des événemens, si la France avait, à cette époque, fait la paix avec l'Angleterre. Ce genre d'hypothèses ne mène à rien ; mais ce qui paraît clair et incontestablement acquis à l'histoire, c'est que ce fut le directoire, ou du moins la portion révolutionnaire du directoire, qui ne voulut pas faire la paix, et la paix la plus avantageuse que la France ait jamais eue à sa discrétion.

La vie publique et officielle de lord Malmesbury se termina avec cette mission. Il était dans la carrière depuis l'âge de vingt-quatre ans ; mais vers sa cinquantième année sa surdité augmenta tellement, qu'il fut obligé de refuser toute fonction. Néanmoins il continua à vivre dans l'intimité de Pitt, de Canning, du duc de Portland et autres hommes éminens de ce parti ; il était toujours consulté par eux quand il s'agissait de politique extérieure.

Il ne resta cependant pas étranger aux affaires intérieures de son pays. Son hôtel, situé dans Richmond-Gardens, était sur le chemin du parlement, et les hommes politiques de son parti, les jeunes gens surtout, venaient en passant faire une visite au vieux lion (old lion), comme on l'appelait à cause de la profusion de ses cheveux blancs et de ses grands yeux brillans. La dernière partie de ses mémoires a un très grand intérêt pour ceux qui

connaissent et aiment l'histoire intime de la politique de l'Angleterre à cette époque ; les détails de la grande et longue intrigue formée pour reporter M. Pitt au pouvoir la remplissent presque entièrement.

Pendant les dix dernières années de sa vie, lord Malmesbury tint un journal de ses pensées. Dans toute sa correspondance, surtout celle des premiers temps de sa carrière publique, il nous apparaît un peu comme un libre penseur, devenu assez philosophe dans le commerce de Frédéric, de Catherine, et des beaux esprits du XVIII siècle. Son petit-fils, l'éditeur de sa correspondance, cite les dernières paroles que son aïeul écrivit quinze jours avant sa mort, et y trouve l'expression d'un vif sentiment religieux. Néanmoins nous ne saurions y voir que l'inspiration d'une philosophie tranquille, convenable et bien réglée, une calme reconnaissance envers l'Être suprême, une sage résignation au moment de rejoindre la terre, sa mère. Voici, du reste, ce passage, qui nous paraît donner une juste idée du caractère essentiellement raisonnable et réfléchi de cet éminent diplomate :

« Tu as compté ta soixante-quatorzième année, ayant reçu la faveur de vivre plus long-temps qu'aucun de tes ancêtres depuis 1606. Ton existence a été sans grand malheur et sans aucune maladie aiguë, et telle que tu dois en montrer une extrême reconnaissance. Montre-la en louant et remerciant l'Être suprême, et en te préparant à employer le reste de ta vie sagement et discrètement. Ton premier pas sera probablement le dernier. Ne cherche pas à en différer l'arrivée, et ne te lamente point sur sa proximité. Tu es trop épuisé, et d'esprit et de corps, pour pouvoir servir ton pays, tes amis ou ta famille. Tu as le bonheur de laisser tes enfans tranquilles et heureux ; sois content de rejoindre ta mère, la

terre, avec calme et avec la résignation convenable. Tel est ton devoir impérieux. Vale. »

Lord Malmesbury mourut le 20 novembre 1820, et ce ne fut qu'en 1844 et 1845 que son petit-fils donna la publicité à cette correspondance, aussi indiscrète qu'intéressante, dont nous avons fait connaître les plus curieuses parties.

John Lemoinne.

« Lord Malmeshury, qui voulait arriver à des résultats réels, vit bien que la négociation officielle n'aboutirait à rien, et chercha à amener des rapprochemens plus intimes. M. Maret, plus habitué que ses collègues aux usages diplomatiques, s'y prêta volontiers ; mais il fallut négocier auprès de Letourneur et de Pléville le Peley pour amener des rencontres au spectacle. Les jeunes gens des deux ambassades se rapprochèrent les premiers, et bientôt les communications devinrent plus amicales… Lord Malmesbury fit sonder M. Maret pour l'engager à une négociation particulière. Avant d'y consentir, M. Maret écrivit à Paris pour être autorisé par le ministère français. Il le fut sans difficulté, et sur-le-champ il entra en pourparlers avec les négociateurs anglais. »

Sources et licence

Texte : https://fr.wikisource.org/wiki/Correspondance_diplomatique_-du_Comte_de_Malmesbury. Domaine public ; transcription Wikisource CC BY-SA 4.0. Mise en forme : liregratuitement.com. Tout ce que nous ajoutons reste libre.